

***BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS***  
***RAPPORT ANNUEL***  
***2016***

## **SOMMAIRE**

**Composition du Conseil d'Administration**

**Message du président du Conseil d'Administration**

**Environnement international**

**Environnement national**

**Chiffres clés de l'activité de la banque**

**Les états financiers de la BTE**

**Les rapports des Commissaires aux comptes sur les états financiers de la BTE**

**Les Etats Financiers Consolidés du groupe BTE.**

**Les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés du groupe BTE**

**Résolutions de l'A.G.O. de la BTE**

## **Composition du Conseil d'Administration**

### ***Administrateurs représentant l'Etat des Emirats Arabes Unis***

|   |   |
|---|---|
| M. Jabr Zaâl Khelifa FALLASSI<br><i>(à partir d'octobre 2013)</i> | <b><i>Président du Conseil d'Administration</i></b> |
| M. Obeid Mourad AL SOWAIDI  | <i>Administrateur</i>                               |
| M. Khalifa Ali Al QAMZI   | <i>Administrateur</i>                               |
| M. Sakr Salem MEDEL AMRI  | <i>Administrateur</i>                               |
| M. Nasser SHOTAIT AL KETBI  | <i>Administrateur</i>                               |
| Mr Mohamed Mubarek EL HEJRI                                       | <i>Administrateur</i>                               |

### ***Administrateurs représentant l'Etat Tunisien***

|                             |                       |
|-----------------------------|-----------------------|
| Mokhtar EL HAJJI            | <i>Administrateur</i> |
| Mr Bacel HAMAID             | <i>Administrateur</i> |
| Mr Fadhel BEN OTHMEN        | <i>Administrateur</i> |
| Mr Abderrahmen AL KHOCHTELI | <i>Administrateur</i> |
| Mr Rached BEN ROMDHANE      | <i>Administrateur</i> |

### ***Directeur Général***

|                     |   |
|---------------------|---|
| Mr Khaled BEN MILED | <b><i>Directeur Général</i></b> <i>(En vertu de la nouvelle loi bancaire)</i> |
|---------------------|---|

### ***LES COMMISSAIRES AUX COMPTES***

|                              |                                 |
|------------------------------|---------------------------------|
| Mr Ahmed BELAIFA             | <b><i>Cabinet M.T.B.F</i></b>   |
| Mr Mohamed Ali AOUANI CHERIF | <b><i>Cabinet ECC Mazar</i></b> |

## **MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'environnement international a été marqué en 2016, par une montée des incertitudes. En effet, et après un premier semestre décevant, certains signes d'accélération de l'activité sont apparus au second semestre de l'année 2016.

Dans ce contexte, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,1% en 2016, niveau inférieur à celui de l'année précédente soit 3,4% en 2015. En conséquence, le taux de chômage dans le monde a stagné au niveau de 5,7%. Dans les économies émergentes, le nombre des demandeurs d'emploi a enregistré une hausse provenant, essentiellement, de l'affaiblissement de la capacité d'absorption du marché du travail.

Au contraire, le nombre de chômeurs a continué à baisser dans les économies développées, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

Dans les économies avancées, la vigueur de la consommation privée est restée le principal moteur de la croissance de l'économie américaine. Toutefois, la faiblesse persistante de l'investissement des entreprises, surtout dans le secteur de l'immobilier et le secteur énergétique a pesé sensiblement sur l'activité globale. Ainsi, l'économie a évolué en-dessous de son potentiel depuis la fin de 2015 jusqu'au début 2016.

Par ailleurs, l'appréciation du dollar a considérablement affecté les secteurs exportateurs. Dans l'ensemble la croissance économique aux Etats Unies a été amputée d'un point de pourcentage pour revenir à seulement 1,6%.

En revanche et sous l'effet de l'affaiblissement de la demande extérieure et du faible niveau des investissements, à côté des incertitudes politiques qui ne cessent de s'amplifier tout au long de l'année, la reprise dans la Zone Euro et au Japon est demeurée globalement modeste, malgré l'adoption de politiques monétaires ultra-accommodante dans les deux économies.

Cette situation a pesé davantage sur l'activité dans la zone souffrant déjà de problèmes persistants liés au processus de désendettement dans certains pays et au retard de la mise en œuvre des réformes structurelles.

Dans l'ensemble, le taux de croissance dans les pays développés est revenu à 1,7% en 2016 contre 2,1% l'année précédente.

Sur un autre plan, la croissance économique dans les pays émergents et les pays en développement a commencé à se stabiliser grâce, notamment, aux mesures prises en Chine pour soutenir l'activité, et cela après avoir connu un ralentissement prolongé. Ainsi, le taux de croissance dans les économies émergentes a atteint 4,1% en 2016 contre 4,2% une année auparavant.

En effet, les réformes structurelles de l'économie chinoise se sont poursuivies, s'appuyant davantage sur une augmentation de la consommation et sur une mutation progressive de l'activité de l'industrie vers les services. Ainsi, l'évolution du **PIB (Produit Intérieur Brut)** a accusé un léger ralentissement revenant à 6,7% en 2016, contre 6,9% en 2015.

Néanmoins, le rythme de l'activité économique est demeuré globalement satisfaisant et conforme aux prévisions des autorités qui ont pris des politiques monétaires accommodantes et des mesures budgétaires expansionnistes pour soutenir la croissance économique En Chine.

En particulier, l'assouplissement de la politique monétaire et l'accroissement du volume du crédit ont permis à la dynamisation de la consommation et à la reprise des investissements publics.

Par ailleurs, les exportations nettes se sont sensiblement repliées, en rapport notamment avec une demande mondiale toujours anémique et une dégradation de la compétitivité de l'économie chinoise.

Pour sa part, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a enregistré un certain raffermissement de sa croissance économique au cours de l'année 2016, soit 3,8% contre 2,6% enregistré en 2015.

Toutefois, le repli des cours du pétrole et les retombées des conflits régionaux, et les tensions géopolitiques, ainsi que la détérioration du climat sécuritaire et social, amplifient les incertitudes qui entourent les perspectives économiques de la région **MENA** et contribuent à la dégradation du climat des affaires en général.

Selon les récentes estimations du **Fonds Monétaire International (FMI)** l'année 2017 resterait marquée par des incertitudes politiques et la reprise de

l'économie mondiale devrait se poursuivre à un rythme modéré avec un taux de croissance supérieur à l'année 2016.

Sur le plan national, et avec un taux de croissance de 1% la performance de l'économie tunisienne s'est située largement en deçà de celle prévue initialement soit 2,5% et même par rapport aux réalisations de 2015 soit (1%).

Sur le plan sectoriel, les services marchands et ceux non marchands ont été les principaux secteurs contributeurs à la progression **du PIB**, avec des taux de croissance respectifs de 2,7% et 2,6%.

La demande intérieure est demeurée le principal moteur de la croissance économique, malgré la décélération de la consommation globale (3,1% contre 3,5% en 2015) en relation avec le ralentissement de la consommation publique (2,5% contre 4,4%) et la faible évolution de la consommation privée (3,3% contre 3,2%) en dépit de la détente de l'inflation.

Par ailleurs, la croissance économique a été affectée par le repli des exportations de biens et services (-0,3%), alors que les importations ont connu une augmentation (+3,1%). La détérioration des échanges avec l'extérieur est due au recul des exportations du secteur de l'agriculture et des industries agroalimentaires, particulièrement celles de l'huile d'olive (-53,9%) et à la régression des exportations du secteur de l'énergie (-17,3%).

Par contre, les indicateurs du secteur de tourisme se sont légèrement améliorés après des baisses importantes enregistrées l'année précédente. Aussi bien les entrées de touristes étrangers que le nombre de nuitées touristiques globales ont enregistré une hausse de 7,7% et 10,5% contre des régressions de 30,8% et 44,4% en 2015.

Grâce à une politique prudente menée par la Banque Centrale, les tensions inflationnistes ont été maîtrisées en 2016 comme en témoigne l'évolution du taux d'inflation qui a été à son plus bas niveau depuis 2012, soit 3,7% contre 4,9% en 2015.

Pour ce qui est de l'activité du marché financier, elle a bénéficié d'une relative maîtrise du risque sécuritaire qui a favorisé un climat plus propice à l'investissement. En effet l'indice de référence de la bourse TUNINDEX s'est inscrit en hausse de 8,9%.

S'agissant des finances publiques, elles ont connu une détérioration qui s'est traduite par l'aggravation du déficit budgétaire passant de 4,8% en 2015 à 6,1% en 2016, avec un taux prévu de 5,4% en 2017.

Dans ce contexte économique fragile, le taux de chômage a enregistré une légère hausse passant de 15,4% à 15,5% en 2016.

La croissance économique en Tunisie a enregistré une légère baisse pour s'établir à 1% en 2016 contre 1,1% en 2015 ; avec une perspective de reprise modeste attendue pour l'année 2017, soit un taux prévu de 2,3%.

Ce ralentissement de l'activité économique en Tunisie au cours de l'année 2016 s'explique par les facteurs politiques et sécuritaires toujours défavorables qui ont affecté le rythme de croissance économique, et qui ont conduit également à des pressions sur les équilibres financiers.

L'année 2016 a été caractérisée par une situation économique et politique fragile. En effet, les retombées des événements terroristes ont lourdement pesé sur l'activité économique du Pays. Les réformes structurelles et de relance de l'investissement se font attendre pour soutenir la transformation de l'économie et sortir le pays de la crise et rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire tunisien.

Dans ce contexte général toujours défavorable, la Banque de Tunisie et des Emirats a consolidé ses activités au cours de l'exercice 2016. La Banque a ainsi développé ses activités de financement des entreprises et surtout des particuliers. Parallèlement, le réseau commercial s'est étendu au cours de l'exercice écoulé pour atteindre 26 agences.

Le total bilan s'est établi à la fin de l'année 2016 à 980,730 millions de dinars contre 906,368 millions de dinars à la fin de l'année 2015.

Le Produit Net Bancaire a enregistré en 2016 une progression d'environ 38% par rapport à 2015 pour atteindre 39,752 millions de dinars contre 28,348 millions de dinars en 2015.

Je voudrais, en conclusion remercier les autorités monétaires de la Tunisie et de l'Etat des Emirats Arabes Unis pour les encouragements qu'ils ne cessent de prodiguer à la Banque de Tunisie et des Emirats.

Mes remerciements s'adressent, également, à tous les membres du Conseil d'administration pour leur soutien indéfectible au développement de la Banque et à l'ensemble du Personnel de la Banque pour son abnégation.

**JABR ZAAL KHELIFA FALASSI**



## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance économique mondiale a enregistré une légère décélération au cours du premier semestre de l'année 2016, pour s'établir à 3,1% contre 3,4% en 2015 en rapport avec le ralentissement de l'activité dans les économies avancées alors qu'un modeste raffermissement a été observé dans les pays émergents et en développement.

Dans ce contexte, le **FMI (Fonds Monétaire International)** a expliqué cette baisse, essentiellement par l'accroissement des incertitudes liées à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne « BREXIT », et par une détérioration des perspectives pour les pays développés surtout aux Etats Unis.

Faut-il encore rappeler la persistance de nombreux autres risques qui pourraient entraver la reprise de l'économie mondiale, surtout la volatilité accrue des marchés financiers internationaux, la fragilité du secteur bancaire dans certains pays émergents, ainsi que l'aggravation des risques géopolitiques et environnementaux plus généralement.

En effet, et après un premier semestre décevant, certains signes d'accélération de l'activité sont apparus au deuxième semestre de l'année 2016.

Dans la Zone Euro, l'activité économique a connu un ralentissement en relation avec le manque de vigueur des exportations et le rythme très modeste de la demande intérieure.

En effet, une reprise soutenue des investissements des entreprises est demeurée difficile à atteindre, et les effets positifs résultants de la dépréciation antérieure de l'Euro et de la chute des prix du pétrole depuis 2014 jusqu'à début 2016 se sont relativement estompés, et ce outre la faiblesse de la demande extérieure.

Cette situation a pesé davantage sur l'activité dans la Zone souffrant déjà des problèmes persistants liés au processus de désendettement dans un certain nombre

de pays et au retard de la mise en œuvre des réformes structurelles, à côté des incertitudes politiques qui n'ont pas cessé de s'amplifier tout au long de l'année.

En somme, le taux de croissance économique dans la Zone Euro est revenu à 1,7% en 2016 contre 2% l'année précédente.

Quant aux pays émergents et en développement, et après avoir connu un ralentissement prolongé, la croissance de la production a commencé à se stabiliser grâce, notamment à l'effet à court terme des mesures prises en Chine pour soutenir l'activité et l'atténuation de la récession dans nombre de pays producteurs de matières premières, et ce malgré les tensions dans certaines grandes économies émergentes. Ainsi le taux de croissance a atteint 4,1% en 2016, contre 4,2% en 2015.

En effet, les réformes structurelles de l'économie chinoise se sont poursuivies en faveur d'une croissance de la consommation et d'une mutation progressive de l'activité économique de l'industrie vers les services.

Ainsi l'évolution de **PIB** a accusé un léger ralentissement revenant à 6,7% en 2016 contre 6,9% en 2015.

Néanmoins, le rythme de l'activité est demeuré globalement satisfaisant et conforme aux prévisions des autorités qui ont pris des mesures budgétaires et monétaires importantes afin de soutenir l'économie.

En particulier l'assouplissement de la politique monétaire et l'accroissement du volume du crédit ont permis de consolider le marché de l'immobilier, parallèlement à la dynamisation de la consommation et à la reprise des investissements publics.

Pour sa part, l'activité économique dans la région de **Moyen – Orient** et de **l'Afrique du Nord MENA** a connu un raffermissement avec un taux de croissance de 3,8% contre 2,6% en 2015. Toutefois, le repli des cours du pétrole et

les tensions géographiques (les conflits en IRAQ, en SYRIE et au YEMEN) contribuent à la dégradation des perspectives économiques de la région **MENA**.

Selon les récentes estimations du **Fonds Monétaire International**, l'année 2017 resterait marquée par des incertitudes politiques et des défis structurels et la reprise cyclique de l'économie mondiale devrait se poursuivre à un rythme modéré avec un taux de croissance supérieur à celui de 2016, soit 3,6%.

Globalement, l'accélération du rythme des réformes structurelles demeure nécessaire afin de réduire les taux de chômage qui y demeurent très élevés et de diminuer la forte dépendance à l'évolution des marchés des matières premières.

Pour ce qui est de la situation de l'emploi, le taux de chômage dans le monde a stagné au niveau de 5,7% en 2016. Dans les pays émergents, le nombre de demandeurs d'emploi a enregistré une hausse provenant essentiellement, de l'affaiblissement de la capacité d'absorption du marché du travail.

Au contraire le nombre de chômeurs a continué à baisser dans les économies développées, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

En effet, le taux de chômage dans la Zone Euro s'est maintenu au mois d'août 2016 à 10,1%, alors qu'il a relativement augmenté aux Etats Unis pour atteindre 4,9% au cours du même mois, contre 4,7% le mois précédent.

En revanche, ce taux a enregistré au JAPON une baisse revenant à 3% en septembre 2016 soit le taux le plus bas depuis le mois de Mai 1995.

S'agissant des prix de produits de base, et en relation avec une conjoncture économique mondiale encore empreinte d'incertitude, les prix internationaux des produits de base ont globalement poursuivi en 2016 leur tendance baissière. Cette tendance s'explique, principalement, par un fléchissement de la demande mondiale et par un ralentissement généralisé de la croissance dans la plupart des pays émergents et en développement, notamment en Chine, qui ont enregistré une forte

décélération de l'investissement depuis 2010, en particulier pour les pays exportateurs de matières premières.

Dans ce contexte, l'indice global des prix des produits de base, établi par **Le Fonds Monétaire International (FMI)** a enregistré un repli de 10,1% contre -35,3% en 2015, suite à la contraction des cours de l'énergie (-16,5% contre -44,9%) et à un degré moindre, des prix des métaux (-5,5 % contre -23,1%). A l'inverse, les prix des produits alimentaires ont enregistré un léger redressement de 2% contre une baisse de 17,2% un an plutôt.

A l'horizon 2017, les prix des produits de base devraient connaître une certaine reprise attribuable d'une part à une hausse attendue des prix de l'énergie en relation avec l'accord de réduction de l'offre des pays exportateurs de pétrole, et d'autre part, au raffermissement global prévu des prix des métaux.

Parallèlement, les prix des produits agricoles devraient connaître une légère augmentation, en liaison avec des prévisions météorologiques défavorables, particulièrement pour l'Asie de l'Est.

S'agissant de l'inflation, ses taux se sont orientés à la hausse tout en demeurant à des niveaux faibles, en raison de la faiblesse des cours des produits énergétiques au cours du premier semestre 2016 et des hausses salariales globalement limitées .En revanche, dans les pays émergents et en développement, l'inflation totale est restée quasiment inchangée.

Dans les pays avancés, et après avoir atteint en 2015 son niveau le plus bas depuis la crise financière mondiale (0,3%), la hausse des prix à la consommation a plus que doublé pour atteindre 0,8% au cours de l'année 2016. Cette hausse s'explique essentiellement par le repli des prix du pétrole surtout au derniers mois de l'année 2016. Cependant, l'inflation est demeurée plus ou moins inchangée et globalement en dessous des niveaux ciblés par les principales Banques Centrales.

Quant à l'inflation dans les pays émergents et en développement, elle a atteint 4,4% en 2016 contre 4,7% en 2015. En particulier, l'inflation a repris en Chine soit 2% en 2016 contre 1,4% en 2015.

Pour l'année 2017, l'inflation totale devrait s'accélérer dans les pays avancés et avoisinerait le taux de 2% en relation, notamment avec la montée des prix de l'énergie. D'autre part dans les pays émergents et en développement, également, l'inflation devrait s'accélérer pour atteindre 4,7% sous l'effet notamment de l'atténuation progressive de l'impact des dépréciations monétaires passées.

S'agissant des politiques monétaires, **la Banque Centrale Européenne (BCE)** a laissé sa politique monétaire inchangée lors de sa réunion tenue le 20 octobre 2016. Ainsi la BCE a réitéré sa volonté de poursuivre une politique monétaire ultra accommodante jusqu'à ce que l'économie de la Zone Euro retrouve une croissance satisfaisante qui soit auto-entretenu et tirée par une demande vigoureuse et des salaires en hausse.

De son côté, **la Réserve Fédérale Américaine (FED)** a maintenu inchangée sa politique monétaire, tout en annonçant un très probable relèvement de son taux d'intérêt directeur à la fin de l'année 2016.

Dans la zone Euro et au Japon, où la reprise économique, au deuxième semestre de l'année, a été modeste et l'inflation est demeurée à des niveaux très faibles, la politique monétaire a été une nouvelle fois assouplie.

Ainsi, **la FED** s'est montrée prudente tout au long de l'année et ce, malgré l'apparition de signes d'amélioration progressive sur le marché de l'emploi. En effet, dans un contexte marqué par un niveau d'inflation inférieur à la cible de 2% et par la persistance des incertitudes de la reprise de l'économie, **la FED** a laissé les taux d'intérêt directeurs inchangés presque toute l'année 2016.

En effet, ce n'est qu'au mois de décembre de cette année et à la lumière des indicateurs économiques observés sur le marché du travail et au niveau de l'inflation que **la FED** a fini par relever sa fourchette de taux directeur de 25 points

pour la porter de 0,50% à 0,75% tout en anticipant de nouvelles augmentations au cours de l'année 2017.

Pour ce qui est de **la Banque Centrale Européenne(BCE)**, elle a réduit au mois de mars 2016 de 5 points de base le taux d'intérêt des principales opérations de refinancement et le taux de la facilité de prêt marginal à 0% et 0,25% respectivement et de 10 points de base le taux d'intérêt de la facilité de dépôt à -0,40%. En décembre 2016, **la BCE** a allongé son programme d'achats d'actifs soit 60 milliards d'euros à partir d'avril 2017.

Quant à la Banque du Japon **BJO**, elle a maintenu son programme d'achats d'actifs visant à élargir la base monétaire à concurrence de 80.000 milliards de yens sur une base annuelle, dans le but de contrecarrer les pressions déflationnistes qui hantent l'économie japonaise. **La BJO** a laissé sa porte ouverte pour abaisser davantage son principal taux directeur et ajuster, si nécessaire, son programme d'achats d'actifs.

Pour l'année 2017, la **FED** devrait procéder à la normalisation de sa politique monétaire à un rythme très modéré , au vu de l'incertitude qui entoure la mise en œuvre des politiques économiques par le nouveau gouvernement Américain.

Concernant les principaux indices boursiers internationaux, l'année 2016 restera l'une des plus atypiques pour les bourses mondiales, en raison des événements qui ont marqué les investisseurs .Mais les marchés boursiers ont réussi à terminer l'année avec des hausses significatives .**Le MSCI WORLD** a continué l'année avec un rendement de +6,8%.

Cette performance a été réalisée malgré des craintes de ralentissement de l'économie chinoise, ainsi que des craintes déflationnistes à la suite d'un effondrement des prix du pétrole.

Par la suite, les marchés ont retrouvé la confiance et récupéré une bonne partie de leurs pertes accumulées, soutenus par la publication d'indicateurs économiques encourageants dans les pays développés et par le rebond des prix de pétrole.

La meilleure performance a été enregistrée aux Etats Unis où le **DOW JONES** a enregistré une hausse de 13,4 %.

En Europe le **FTSE 100** a progressé de 14,4% au cours de l'année 2016, tandis que l'indice **CAC40** et le **DAX** ont clôturé l'année respectivement à +4,8% et +6,8%.

Par contre, la bourse de Shanghai a signé en 2016 sa pire performance annuelle avec un effondrement de 12,3%, contre des hausses fulgurantes des valeurs brésiliennes (+61,3) et russes (+48,9).L'indice **MSCI** émergent a réussi à clôturer l'année 2016 en hausse de 8,6%.

Pour ce qui est des marchés des changes internationaux, ils ont été marqués par une appréciation de l'Euro vis -à -vis du Dollar pour atteindre 1,1220 dollar à fin Septembre 2016, en rapport notamment avec la décision conforme aux attentes de **la FED** de laisser ses taux d'intérêt inchangés.

Ensuite, le **Dollar** a repris un trend haussier sur le marché. Ce trend a été soutenu par l'amélioration des indicateurs économiques américains.

Au total, l'euro a accusé une troisième année consécutive de baisse face au dollar. La devise Européenne s'est repliée en 2016 de près de 3% passant de 1,0856 à 1,0517 au 30 décembre 2016.

Pour sa part, la devise nippone a enregistré ses meilleures performances en 2016. La paire **USD/JPY** a clôturé l'année à 116,96 JPY contre 120,55 JPY au début de l'année 2016. Quant à **la livre sterling**, elle a accusé sur l'année une baisse notoire de 13,6% face à l'**Euro** et de 16,3% face au **Dollar**.

## **ENVIRONNEMENT NATIONAL**

La croissance économique nationale n'a pas dépassé 1% en 2016, soit pratiquement le même taux enregistré une année auparavant (1,1%). Cette faible évolution de l'activité économique a été tirée, principalement, par la reprise des services marchands et la poursuite de la progression des services non marchands qui ont contribué, respectivement à raison de 1,1 point et 0,5 point de pourcentage à la croissance globale.

En effet, la croissance économique en Tunisie a été affectée par la baisse de 8,1% de la valeur ajoutée du secteur de l'agriculture et de la pêche contre une hausse de 12,5% en 2015, suite notamment, à la régression de la production d'olive à huile de 59%.

Les industries manufacturières, ont connu une légère hausse de 1% contre 0,4% en 2015. Une reprise a été enregistrée dans les industries chimiques (13% contre -12,1%) mais également dans les industries mécaniques et électriques (1,9% contre -0,6%).

La majorité des autres branches manufacturières ont accusé un fléchissement, notamment les industries du textile et habillement, cuirs et chaussures (-0,3% contre -3,9%) qui demeurent pénalisés par des difficultés structurelles. D'autres branches ont également subi une régression tel que les industries agro-alimentaires (-2,4% contre 12,5%) en relation avec la baisse de la production de l'huile d'olive, les industries des matériaux de construction, céramique et verre (-1,1% contre -0,8%) et les industries manufacturières diverses (-1,1% contre 3,2%).

Pour sa part, la valeur ajoutée des Industries non manufacturières a connu une baisse de 1,9%. En effet, la production nationale de pétrole brut a diminué de 6,1% en 2016 pour revenir à 2.168 Kilotonnes contre une moyenne annuelle de l'ordre de 3.300 Kilotonnes durant les années 2000.

Par contre, le secteur des mines a connu une reprise de 7,6% malgré les tensions sociales et les perturbations au niveau de l'activité de production et de transport de phosphate.

A cet égard, la production de phosphate brut a enregistré une amélioration de 22,1% pour s'élever à 3,7 millions de tonnes.



Au total, l'indice de la production industrielle a connu un repli de 0,5% dû au recul de la production dans l'industrie de l'extraction de produits énergétiques (-8,7%), de celle du caoutchouc et des plastiques (-3,5%) et des industries agro-alimentaires (-2,1%) .

En revanche et en dépit de l'évolution modérée des principaux secteurs industriels, les importations de matières premières ont enregistré une reprise de 9,9% en 2016 contre une régression de 3,4% une année auparavant.

Sur le plan sectoriel, les services marchands et non marchands ont été les principaux secteurs contributeurs à la progression du PIB avec des taux de croissance respectifs de 2,7% et 2,6%. Néanmoins, ces évolutions ont été contrebalancées par le fléchissement du secteur énergétique (-8,4%) suite à la baisse de la production nationale de pétrole, et du secteur de l'agriculture et de la pêche (-8,1%) en relation notamment avec une nette régression de la production d'olives à l'huile au cours de la saison 2015-2016.

Pour sa part, le secteur des services marchands a connu un accroissement de 2,7% en 2016 contre une baisse de 0,6% en 2015. Cette reprise a été tirée par la bonne tenue des secteurs des communications (5,6% contre 4,9%), des services financiers (4,5% contre 5%) et des services divers (3,2%). Un léger regain d'activité a été enregistré dans les secteurs du Tourisme et du transport, soit 0,5% et 2,4% contre respectivement -12,2% et -5,7% en 2015.

S'agissant des services non-marchands, leur valeur ajoutée a poursuivi une évolution positive quoique à un rythme moins rapide qu'en 2015 soit 2,6% contre 3,3% contribuant à hauteur de 0,5 point de pourcentage à la croissance économique .Leur part dans **le PIB** au prix courant est, ainsi, passé à 19,3% contre 18,5% en 2015.

Concernant la demande intérieure, elle est demeurée le principal moteur de la croissance économique, malgré la décélération de la consommation globale (3,1% contre 3,5%) en relation avec le ralentissement de la consommation publique (2,5% contre 4,4%) et la faible évolution de la consommation privée (3,3% contre 3,2%). Parallèlement, la formation brute de capital fixe **FBCF** a enregistré une certaine reprise (2,4% contre -0,4%)

Par ailleurs, la croissance économique a été affectée par le repli des exportations de biens et services. La détérioration des échanges avec l'extérieur est due au recul des exportations du secteur de l'agriculture et des industries

agroalimentaires, essentiellement celles de l'huile d'olive (-53,9%). Le repli des exportations reflète la chute de la production nationale de pétrole brute, la faiblesse de la croissance dans la Zone Euro, ainsi que l'instabilité de la situation sécuritaire sur le plan régional.

De même, un certain regain de dynamisme semble marquer les investissements en 2016. En effet, l'investissement s'est affermi dans les industries manufacturières avec une hausse de 9,5% contre 3,5% en 2015, notamment dans les industries chimiques (59,1%) et les industries des matériaux de constructions, de la céramique et du verre (39%).

Du côté de l'emploi, il constitue toujours un défi majeur pour la Tunisie surtout en période post révolution. Une série de mesures a été prise en 2016 afin d'atténuer les pressions sur le marché du travail et d'accélérer le rythme des créations d'emploi.

Dans ce contexte, les créations nettes d'emploi ont enregistré une reprise en 2016, passant d'une perte d'emplois à une création de près de 35 mille postes, grâce à la reprise dans les secteurs qui ont connu des destructions en 2015, mais aussi à une amélioration des créations dans les secteurs du bâtiment et de génie civil.

Par contre, la répartition régionale de chômage fait apparaître des disparités entre les différents gouvernorats. En effet, le chômage est plus élevé dans les régions de l'Ouest que dans celles de l'Est du pays et plus prononcé dans les régions du Sud que dans celles du Nord du pays. Le taux de chômage s'est établi ainsi à des niveaux inférieurs à la moyenne nationale dans les régions du Centre-Est et le Nord-Est (10,7%), alors qu'il dépasse dans ceux du Sud-Ouest (26,2%), du Centre –Ouest (17,2%) ainsi que dans le district de Tunis (17,8%).

A cet effet, le nombre de chômeurs a atteint 632 mille en 2016, en hausse de 2,1% par rapport à son niveau de l'année précédente. Parmi ces chômeurs, plus de 262 mille sont des diplômés de l'enseignement supérieur représentant 41% du nombre total de chômeurs.

En 2017, un nouveau programme « Contrat-Dignité » a été annoncé par l'Etat. Ce nouveau programme cible 25 mille diplômés répartis équitablement entre les différents gouvernorats du pays.

Pour le secteur de Tourisme , les indicateurs du secteur touristique se sont légèrement améliorés en 2016 après les baisses importantes enregistrées en 2015 qui ont été affectées par des chocs sécuritaires .Aussi bien les entrées de touristes étrangers que le nombre de nuitées touristiques globales ont enregistré une hausse de 7,7% et 10,5% contre des régressions de 30,8% et 44,4% en 2015.

Cette amélioration est attribuée, principalement, à l'afflux massif de la clientèle russe avec 623,4 mille touristes et 5,7 millions de nuitées contre respectivement, 523 mille touristes et 52,1 millions de nuitées en 2015.

Pour sa part, le nombre des touristes Algériens a enregistré une hausse de 22,1% pour s'élever à 1,8 million de visiteurs correspondant à 1,7 million de nuitées. Hormis ces deux nationalités, les nuitées de non-résidents étrangers ont baissé de 43,1% surtout pour la principale clientèle européenne.

Malgré la reprise du secteur touristique au cours de l'année 2016, les recettes touristiques ont continué à fléchir mais à un rythme moins accentué qu'une année auparavant (-1,7% contre -33,4%) pour revenir à 2,373 MDT.

Corrélativement, le trafic du transport aérien de passagers a enregistré une reprise de 9,3% en 2016 contre un repli d'environ 32% une année auparavant pour s'élever à 8 millions de personnes environ, en majeure partie sur les lignes internationales régulières.

L'indice général des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,3% au mois de Septembre 2016 suite, notamment, à la hausse des prix des plusieurs groupes de produits essentiellement ceux des articles d'habillement et chaussures soit 3,3% et de l'enseignement qui ont augmenté de 2,3% par rapport au mois d'Août. En termes de glissement annuel, la hausse de l'indice des prix à la consommation s'est stabilisée au même niveau enregistré en 2015, soit 4,2%. Cependant une légère augmentation de 0,4 point de pourcentage a été enregistrée, par rapport au mois d'Août 2016. Les augmentations, en glissement annuel, les plus notables ont touchés, essentiellement, l'enseignement et les articles d'habillement et chaussures avec respectivement 9,2% et 9,3%.

Grâce à une politique monétaire prudente menée par la Banque Centrale de Tunisie, les tensions inflationnistes ont été maîtrisées en 2016 comme en témoigne l'évolution du taux d'inflation qui a été à son plus bas niveau depuis 2012, soit 3,7% contre 4,9% e 2015.Cette détente est essentiellement due à la

décélération qui a marqué les prix des produits alimentaires (2,6% contre 5,2% en 2015) et des produits manufacturés (3,6% contre 4,8% en 2015) .Quant à l'inflation sous -jacente, la hausse des prix hors produits frais et encadrés est restée à des niveaux dépassant 5%, soit 5,2% contre 5,3% en 2015.

S'agissant du commerce extérieur, il y a lieu de noter la poursuite des pressions sur la balance des paiements qui ont continué à évoluer, au cours de l'année 2016 dans une conjoncture difficile et ce, en dépit de la nette amélioration de la situation sécuritaire et l'atténuation des tensions sociales.

En effet, les difficultés de relance économique telles que révélées par de faibles taux de croissance durant les dernières années (+1% en 2016), contribuent à impacter la performance de certains secteurs stratégiques liés à l'exportation de biens et services.

Par ailleurs, la poursuite des dérives au niveau des importations de certains produits a exercé des pressions notables sur la balance courante dont le déficit s'est maintenu, au cours des dernières années, dans le sillage des 9% du **PIB**.

En effet, le déficit courant continu à se maintenir à un niveau élevé pour se situer à 7.935 MDT, soit 8,8% du PIB, contre 7.552MDT soit 8,9% en 2015 suite à la détérioration du solde de la balance commerciale qui a dégagé un déficit de 12,6 milliards de dinars en 2016.

S'agissant de la balance des services, elle a dégagé un excédent de 688 MDT en 2016 contre 594MDT en 2015 et 2.448 MDT en 2014.Cette progression est due à l'allègement du déficit de la balance du transport (-23,8%).

En ce qui concerne les entrées nettes des capitaux extérieurs, elles se sont contractées de 21,1% pour revenir à 6,4 milliards de dinars.

De son côté, le niveau des avoirs nets en devises a accusé un repli, pour régresser de 14.102 MDT et 128 jours d'importation à la fin 2015 à 12.935MDT et 111 jours en 2016. En plus, la position de réserve au **FMI** a été consolidée de 193 MDT pour atteindre 346 MDT en 2016.

Sur le plan monétaire, le taux de progression de la masse monétaire est passé de 5,3% en 2015 à 8,31% en 2016, cela est imputable à l'accélération des concours à l'économie (9,7% contre 6,2% en 2015) et la hausse des créances nettes sur l'Etat (18,7% contre 20,7% en 2015).

En relation avec les évolutions économiques enregistrées en 2016, la liquidité bancaire s'est nettement resserrée, portant la marque des effets restrictifs exercés par les facteurs autonomes de liquidité, notamment les avoirs en devises.

Dans ce contexte, et pour faire face à l'augmentation des besoins des banques en liquidité, la BCT a intensifié ses interventions en usant de tous les instruments à sa disposition pour combler le déficit de liquidité devenu structurel.

En effet, l'analyse de la liquidité au cours de l'année 2016 montre que le besoin moyen des banques en liquidité a progressé de 1.398MDT, soit une hausse de 27% par rapport à l'année antérieure, pour se situer à 6.499 MDT en 2016 contre 5.101 MDT en 2015.

L'évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au cours de l'année 2016 a été imprégnée par le recours important du trésor aux financements intérieurs. L'encours de trésor est passé de 10.239 MDT à fin 2015, à 12.494 MDT en 2016.

Il est à signaler que les interventions de la BCT effectuées en 2016, pour mieux réguler la liquidité bancaire ont permis de maintenir les taux moyens mensuels sur le marché monétaire (**TMM**) proche de la cible opérationnelle-de la politique monétaire, à savoir 4,25% en 2016 contre 4,71% l'année précédente.

Après la baisse du taux directeur décidée en octobre 2015, la politique monétaire a été maintenue inchangée tout au long de l'année 2016 à la faveur de la nette détente de l'inflation et de l'absence de pressions provenant de la demande.

Sur un autre plan et au cours de l'année 2016, le taux de change du **Dinar** a enregistré une forte dépréciation aussi bien contre **l'euro** que contre le **Dollar** américain avec des moyennes respectives de 8,3% et 8,6%.

S'agissant du marché boursier, la cote de la bourse a été enrichie en 2016 par l'introduction de la société «**UNIMED**», opérant dans le secteur pharmaceutique, sur le marché principal via la cession de 14,4% de son capital, ce qui a porté le nombre des sociétés cotées à 79 unités à fin 2016.

Sur un autre plan, l'indice de référence de la bourse de Tunis «**TUNINDEX**» s'est inscrit en hausse de 8,9% au titre de l'année 2016 en clôturant le mois de Décembre à 5.488,77 points contre un rendement négatif de 0,9% en 2015.

S'agissant de l'année 2017, les prévisions tablent sur une légère amélioration de la croissance économique avec un taux de croissance de 2,3% contre 1% en 2016 sur la base d'une reprise de la production agricole et de l'activité industrielle, ainsi que la contribution positive des services marchands. Toutefois, cette évolution restera tributaire de la dissipation graduelle des troubles sociaux, de l'amélioration de la situation sécuritaire et des conditions climatiques.

## CHIFFRES CLE DE L'ACTIVITE DE LA BTE

### FONDS PROPRES :

Les Fonds Propres de la banque ont atteint à fin 2016 le montant de 129,151 millions de dinars contre 128,105 millions de dinars à fin 2015.

#### Evolution des fonds propres (en millions DT)

|                            | 2016           | 2015           | Taux de croissance (%) |
|----------------------------|----------------|----------------|------------------------|
| Capital social             | 90,000         | 90,000         | -                      |
| Actions propres            | -840           | -840           | -                      |
| Réserves                   | 47,348         | 47,238         | 0,2                    |
| Résultats reportés         | -8,293         | -9.956         | -16,7                  |
| Résultat net de l'exercice | 938            | 1,663          | -43,6                  |
| <b>Total</b>               | <b>129,151</b> | <b>128,105</b> | <b>0,8</b>             |

### ACTIVITES D'INVESTISSEMENT:

#### APPROBATIONS :

Les approbations des activités d'investissement ont accusé une baisse de l'ordre de 41% en 2016 revenant à 114,419 millions de dinars contre 193,170 millions de dinars en 2015.

#### CROISSANCE DES APPROBATIONS (en millions DT)6

|  | Approbations 2016 | Approbations 2015 | Taux de croissance en (%) |
|--|-------------------|-------------------|---------------------------|
| Crédit moyen & long terme              | 14.735            | 80.655            | -81,7%                    |
| Participation                          | -                 | 275               | 100%                      |
| Leasing                                | 22.588            | 36.576            | -38,2%                    |
| <b>Total approbations entreprises</b>  | <b>37 ,323</b>    | <b>117,506</b>    | <b>-68,2%</b>             |
| <b>Total approbations particuliers</b> | <b>77.096</b>     | <b>75.664</b>     | <b>1,9%</b>               |
| <b>Total</b>                           | <b>114.419</b>    | <b>193.170</b>    | <b>-40,8</b>              |

Pour le budget de 2016, les approbations de la banque ont enregistré un redressement de 12 millions de dinars , qui s'est traduit essentiellement par la dégradation des crédits Moyens et longs terme des entreprises , revenant de 81 millions de dinars à 15 millions de dinars au cours de l'année écoulée, en relation avec le climat économique marqué par l'incertitude dans le domaine de l'investissement et la pression sur la trésorerie de la Banque .

En outre, les approbations sur les crédits aux particuliers n'ont pas atteint en Décembre 2016 les estimations établies (77millions de dinars, contre 89 millions de dinars).

S'agissant des approbations sur les crédits leasing, on a enregistré en Décembre 2016 une baisse d'un montant de 14 millions de dinars par rapport à son niveau en 2015, malgré le fait qu'il a dépassé les estimations du budget de l'année 2016.

Compte tenu de ces circonstances , et pour atteindre les objectifs du budget , il demeure nécessaire de stimuler les interventions, notamment en matière de financement des prêts aux particuliers et de leasing qui sont considérés parmi les plus importants sur lesquels est basé le plan **Quinquennal** de la Banque pour la période (2016-2020) .

## **ENGAGEMENTS :**

Les engagements ont enregistré une baisse de 43% au cours de l'année 2016. Cela s'explique principalement par la dégradation des engagements sous forme de crédits à **Moyen et long terme** des entreprises qui ont enregistré un repli de 60 millions de dinars par rapport à l'année 2015 , suite au ralentissement de la croissance économique ainsi que les pressions qui s'exercent sur la trésorerie de la Banque. En conséquence, une grande partie des ressources financières de la Banque a été allouée en faveur des crédits aux particuliers.



## CROISSANCE DES ENGAGEMENTS (en millions DT)

|   | Engagements<br>2016 | Engagements<br>2015 | Taux de<br>croissance en<br>(%) |
|---|---------------------|---------------------|---------------------------------|
| Crédits moyen & long terme                | 74,922              | 14,493              | -80,7%                          |
| Participations                            | 200                 | -                   |                                 |
| Leasing                                   | 15,815              | 26,639              | -40,6%                          |
| <b>Total engagements<br/>entreprises</b>  | <b>30,308</b>       | <b>101,761</b>      | <b>-70,2%</b>                   |
| <b>Total engagements<br/>particuliers</b> | <b>70,085</b>       | <b>75,636</b>       | <b>-7,3%</b>                    |
| <b>Total</b>                              | <b>100,393</b>      | <b>177,397</b>      | <b>-43,4%</b>                   |

La Banque est toujours tenue d'activer ses interventions sous forme de **crédits à Moyen et long terme** aux particuliers et au Leasing afin d'optimiser la rentabilité de ses ressources.

### DECAISSEMENTS :

Les décaissements ont enregistré un repli de 16 millions de dinars, soit un pourcentage de 10 % par rapport à l'année 2015. Cette baisse s'explique, principalement, par le redressement des crédits à **Moyen et long terme** des entreprises d'un montant de 13 millions de dinars par rapport à l'année précédente. Egalement, cette baisse s'explique par les mêmes facteurs susmentionnés.

Dans ce contexte, la banque a cherché à allouer la majeure partie du financement en faveur des particuliers et de Leasing pour le développement de cette activité.

En effet, les crédits aux particuliers ont enregistré une hausse de 1,9 million de dinars par rapport à l'année 2015, cela a également dépassé les prévisions établies dans le budget de l'année 2016, soit un montant de 6 millions de dinars.

## CROISSANCE DES DECAISSEMENTS (en millions DT)

|   | Réalisations<br>2016 | Réalisations<br>2015 | Taux de<br>croissance<br>en (%) |
|---|----------------------|----------------------|---------------------------------|
| Crédits moyen & long terme              | 44,398               | 57,851               | -23,2                           |
| Participations                          | 50                   | 50                   | -                               |
| Leasing                                 | 19,226               | 22,722               | -15,4                           |
| <b>Total décaissements entreprises</b>  | <b>63,674</b>        | <b>80,623</b>        | <b>-21</b>                      |
| <b>Total décaissements particuliers</b> | <b>75,664</b>        | <b>71,200</b>        | <b>1,9</b>                      |
| <b>Total crédits</b>                    | <b>140,770</b>       | <b>156,287</b>       | <b>-9,9</b>                     |

## ACTIVITES COMMERCIALES :

### EVOLUTION DES CREDITS A COURT TERME :

L'encours des crédits à court terme a connu une évolution de 34 millions de dinars en 2016 soit un taux de 16% par rapport à 2015 passant de 214,090 millions de dinars 248,4 millions de dinars en 2016, en adéquation avec la croissance des crédits de gestion en dinars de 36%.

## ACTIVITES COMMERCIALES (en millions DT)

|                              | 2016           | 2015           | Taux de<br>croissance<br>en (%) |
|------------------------------|----------------|----------------|---------------------------------|
| Crédits de gestion en dinars | 115 ,624       | 85 ,071        | 35,9                            |
| Facilité de caisse           | 41,761         | 38,338         | 6,8                             |
| Crédit de gestion en devises | 82,963         | 88,493         | 6,7                             |
| Avance/dépôt                 | 3,399          | 7,718          | -56                             |
| <b>Total</b>                 | <b>248,453</b> | <b>214,090</b> | <b>16,1</b>                     |

Par rapport aux prévisions de budget 2016, l'activité commerciale de la Banque a enregistré une croissance de 29 millions de dinars, soit un pourcentage de 13%.

## OPERATIONS AVEC L'ETRANGER : CREDITS DOCUMENTAIRES

Les opérations avec l'étranger ont enregistré une baisse de 2,8% en 2016 par rapport à 2015, revenant de 33 millions de dinars à 32 millions de dinars, en rapport avec la situation économique difficile dans le pays (notamment au niveau des importations).

### OPERATIONS AVEC L'ETRANGER (en millions DT)

|                            | 2016          | 2015          | Taux de croissance en (%) |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------------------|
| Ouverture de crédoc import | 28,244        | 32,756        | -13,8                     |
| Ouverture de crédoc export | 3,633         | 38            | 9460,5                    |
| <b>Total</b>               | <b>31,877</b> | <b>32,794</b> | <b>-2,8</b>               |

Par rapport au budget 2016, l'activité des opérations bancaires avec l'étranger a enregistré une baisse de 0,9 million de dinars. Néanmoins, en dépit de la situation économique fragile, la Banque devrait stimuler ses interventions dans ce domaine, d'autant plus qu'elles ne nécessitent pas la mobilisation de ressources financières alors que cette activité draine d'importantes commissions en faveur de la Banque.

## LES CAUTIONS ET GARANTIES :

Les garanties et les cautions se sont élevées à 64 millions de dinars en Décembre 2016, enregistrant une augmentation de 14 millions de dinars, soit une hausse 27,5% par rapport à décembre 2015.

### CAUTIONS ET GARANTIES ACCORDEES AUX CLIENTS (en millions DT)

|                              | 2016           | 2015          | Taux de croissance en (%) |
|------------------------------|----------------|---------------|---------------------------|
| Cautions de marché           | 53,370         | 43,149        | 23,7                      |
| Autres cautions et garanties | 10,526         | 7,066         | 49                        |
| Garanties sur leasing        | 418            | 226           | 85                        |
| Cautions de la clientèle     | 64,314         | 50,441        | 27,5                      |
| Cautions bancaires           | 45,298         | 4,795         | 844,7                     |
| <b>Total</b>                 | <b>109,612</b> | <b>55,236</b> | <b>98,4</b>               |

## **RESSOURCES DE LA BANQUE :**

Les ressources de la Banque ont atteint 954 millions de dinars à fin 2016 contre 884 millions de dinars à fin 2015, soit une hausse de 8 %.

Cette augmentation se répartit comme suit :

- Fonds propres : 1,0 million de dinars.
- Emprunts : 47 millions de dinars.
- Dépôts de clientèle : 22 millions de dinars.

### **EVOLUTION DES RESSOURCES DE LA BANQUE (en millions DT)**

|                        | <b>Décembre<br/>2016</b> | <b>Décembre<br/>2015</b> | <b>Taux de croissance<br/>en (%)</b> |
|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------------|
| Fonds propres          | 129.151                  | 128.105                  | 0,8                                  |
| Emprunts               | 231.788                  | 184.772                  | 25,4                                 |
| Dépôts de la clientèle | 593.152                  | 571.320                  | 3,8                                  |
|                        | <b>954.091</b>           | <b>884.197</b>           | <b>7,9</b>                           |

## **EMPRUNTS ET RESSOURCES EXTERIEURES :**

Les emprunts externes et internes ont atteint 232 millions de dinars à fin 2016 contre 185 millions de dinars à fin décembre 2015, soit une augmentation de 25%.

### EVOLUTION DES EMPRUNTS (en millions DT)

|                                      | Décembre<br>2016 | Décembre<br>2015 | Ecart Déc.<br>2015/2016 |             |
|--------------------------------------|------------------|------------------|-------------------------|-------------|
|                                      |                  |                  | Valeur                  | %           |
| Lignes extérieures                   | 6.363            | 14.640           | -8.277                  | -56,5       |
| Emprunts obligataires                | 110.195          | 88.250           | 21.945                  | 24,9        |
| Emprunts interbancaires              | 19.000           | 9.000            | 10.000                  | 111,1       |
| Emprunts marché monétaire en devises | 41.230           | 12.882           | 28.348                  | 220,1       |
| Emprunts marché monétaire en dinars  | 55.000           | 60.000           | -5.000                  | -8,3        |
| <b>Total emprunt</b>                 | <b>231.788</b>   | <b>184.772</b>   | <b>47.016</b>           | <b>25,4</b> |

Il est à noter que la Banque a eu recours au marché monétaire en dinars et aux emprunts interbancaires en cours de l'année 2016. Ces emprunts ont atteint 74 millions de dinars, sous l'effet notamment, de la pression continue sur la trésorerie de la banque et le retard de la mise en place de l'emprunt obligataire qui ne s'est concrétisé que dans les derniers jours de l'année 2016.

Par ailleurs, et pour garder la même cadence des activités tout en réalisant les objectifs fixés, il fallait assurer la mobilisation de ressources financières supplémentaires à moyen terme afin de maintenir l'équilibre financier de la Banque, y compris l'achèvement de la partie restante de l'emprunt obligataire.

Par rapport aux estimations financières, les emprunts ont enregistré une hausse de 60 millions de dinars au 31 décembre 2016, principalement en raison de l'augmentation de la base des emprunts obligataires de 39 millions de dinars.

### **DEPOTS :**

Les dépôts de la clientèle ont atteint 593 millions de dinars au 31 décembre 2016 contre 571 millions de dinars en 2015 soit une hausse de 3,8%.

## EVOLUTION DES RESSOURCES PROVENANT DES DEPOTS (en millions DT)

|                                  | 2016           |             | 2015           |             | Taux de croissance en(%) |
|----------------------------------|----------------|-------------|----------------|-------------|--------------------------|
|                                  | valeur         | %           | valeur         | %           |                          |
| Comptes épargne                  | 62.055         | 10,5        | 46.866         | 8,2         | 32,4                     |
| Comptes à terme                  | 256,013        | 43,2        | 200.321        | 35,1        | 27,8                     |
| <b>Total des dépôts à terme</b>  | <b>318.068</b> | <b>53,6</b> | <b>247.187</b> | <b>43,3</b> | <b>28,7</b>              |
| Comptes à vue                    | 118.349        | 20          | 115.387        | 20,2        | 2,6                      |
| <b>Total de dépôt en dinars</b>  | <b>436.417</b> | <b>73,6</b> | <b>362.574</b> | <b>63,5</b> | <b>20,4</b>              |
| <b>Comptes à terme</b>           | <b>3.101</b>   | <b>0,5</b>  | <b>2.686</b>   | <b>0,5</b>  | <b>15,5</b>              |
| Comptes à vue                    | <b>153.634</b> | <b>25,9</b> | <b>206.060</b> | <b>36,1</b> | <b>-25,4</b>             |
| <b>Total de dépôt en devises</b> | <b>156.735</b> | <b>26,4</b> | <b>208.746</b> | <b>36,5</b> | <b>-24,9</b>             |
| <b>Total dépôts</b>              | <b>593.152</b> | <b>100</b>  | <b>571,320</b> | <b>100</b>  | <b>3,8</b>               |

Les ressources de la Banque ont augmenté d'environ 22 millions de dinars par rapport à l'année dernière. Néanmoins, ils n'ont pas atteint les estimations budgétaires prévues pour l'année 2016. La baisse est estimée à 37,3 millions de dinars en raison, notamment, de la réduction des dépôts à terme, qui sont les dépôts les plus chers.

S'agissant du budget 2016, les réalisations ont enregistré une baisse de 8,2% par rapport aux prévisions concernant le total des dépôts en dinars.

D'autre part, la Banque a enregistré au cours de l'année 2016 une croissance au niveau des comptes d'épargne, des comptes à vue et des dépôts en devises, et ce dans le but de maîtriser les coûts moyen des ressources.

### RESULTATS DE LA BANQUE :

Le produit net de la Banque a atteint 39,079 millions de dinars en décembre 2016 contre 28,348 millions de dinars à fin 2015, soit une augmentation de 37,92%.

### EVOLUTION DES RESULTATS (en 1.000 DT)

|   | Réalisations<br>2016 | Réalisations<br>2015(*) | Taux de<br>croissance en (%) |
|---|----------------------|-------------------------|------------------------------|
| Intérêts et revenus assimilés                 | 50.391               | 41.197                  | 22,32                        |
| Commissions                                   | 13.283               | 10.802                  | 22,97                        |
| Gain/portefeuille titre                       | 5.527                | 4.556                   | 21,31                        |
| Revenu/portefeuille                           | 810                  | 519                     | 56,07                        |
| <b>Total produits d'exploitation bancaire</b> | <b>70.011</b>        | <b>57.074</b>           | <b>22,67</b>                 |
| Intérêts encourus et charges assimilées       | 30.554               | 28.274                  | 8,06                         |
| Commissions encourues                         | 360                  | 452                     | -20,35                       |
| <b>Total charges d'exploitation bancaire</b>  | <b>30.914</b>        | <b>28.726</b>           | <b>7,62</b>                  |
| <b>Produit net bancaire</b>                   | <b>39.097</b>        | <b>28.348</b>           | <b>37,92</b>                 |
| Frais de personnel                            | 26.452               | 21.858                  | 21                           |
| Autre charges                                 | 18-                  | 43                      | -58,14                       |
| Amortissement                                 | -1.973               | -1.596                  | 23,62                        |
| <b>Résultat d'exploitation Brut</b>           | <b>10.690</b>        | <b>4.937</b>            | <b>2,9</b>                   |
| Dotations aux provisions                      | -8.833               | 328-3.480               | -2792,99                     |
| Gain provenant des autres éléments ordinaires | -238                 |                         | -93,16                       |
| <b>Résultat</b>                               | <b>1.619</b>         | <b>1.786</b>            | <b>-9,35</b>                 |
| Impôt sur les bénéficiaires                   | -681                 | -123                    | 453,66                       |
| <b>Résultat net</b>                           | <b>938</b>           | <b>1.663</b>            | <b>-43,60</b>                |

En prenant en considération la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie de 21-2014 qui préconise la constitution de provisions pour couvrir les risques des créances « classe 4 » ayant une ancienneté de 3 ans ou plus dans cette catégorie, sachant que les provisions sont calculées sans prise en considération des garanties.

Par rapport aux résultats enregistrés au 31 décembre 2015, les revenus d'exploitation bancaires ont augmenté de 22,7%, en raison notamment de l'évolution des revenus des intérêts de 22,32%. En contrepartie, les charges d'exploitation bancaire ont enregistré un taux de croissance de 7,62%, en raison de la hausse des encours des ressources financières pour atteindre 593,152 millions de dinars en Décembre 2016 contre 571,320 millions de dinars en Décembre 2015.

En plus , le revenu de l'exploitation bancaire a enregistré une hausse de 3,967 millions de dinars par rapport aux prévisions budgétaires relatives à l'année 2016 , avec une augmentation de la charge d'exploitation bancaire de 0,386 million de dinars , suite principalement à l'augmentation des emprunts auprès du marché monétaire et de la Banque Centrale de Tunisie .

### **EVOLUTION DES PRODUITS BANCAIRES :**

Les produits bancaires ont enregistré un accroissement de 22,67%, passant de 57,1 millions de dinars en 2015 à 70,011 millions de dinars en 2016, et cela grâce à l'augmentation des revenus des crédits long et moyen terme aux particuliers de près de 3,2 millions de dinars, soit un taux de 24,21%. Les revenus des crédits à court terme aux entreprises ont atteint 13,9 millions de dinars en Décembre 2016 contre 10,1 millions de dinars à fin 2015, soit une hausse de 37,1%, et finalement une augmentation du portefeuille de prêts à moyen et long terme pour les entreprises d'une valeur de 22,3 millions de dinars, soit une hausse de 16% .

### **EVOLUTION DES CHARGES BANCAIRES :**

Les charges d'exploitation bancaires ont enregistré un accroissement de 7,6% au cours de l'exercice 2016, pour atteindre 30,9 millions de dinars contre 28,7 millions de dinars en 2015.

Cette croissance s'explique essentiellement par l'augmentation des intérêts sur les dépôts de la clientèle d'un montant de 1,5 million de dinars à fin 2016 par rapport à Décembre 2015 et par l'augmentation du volume des dépôts à terme et les revenus des dépôts d'un montant de 53 millions de dinars .

### **RESULTAT :**

Le résultat de la banque a enregistré à fin décembre 2016 un bénéfice de 0,938 million de dinars contre un bénéfice de 1,663 million de dinars en 2015, soit une baisse de 43,6%.



***BANQUE DE TUNISIE & DES EMIRATS***

***1. ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2016***

**Bilan arrêté au 31 Décembre 2016**  
(Unité : en millier de dinars)

| <b>A C T I F</b>   | Notes     | 31/12/2016     | 31/12/2015     |
|--|-----------|----------------|----------------|
| AC1 Caisse & avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT              | 1         | 22 006         | 17 262         |
| AC2 Créances sur les établissements bancaires & financiers   | 2         | 107 998        | 92 351         |
| AC3 Créances sur la clientèle                                | 3         | 705 412        | 659 573        |
| AC4 Portefeuille titres commercial                           | 4         | 96 484         | 80 682         |
| AC5 Portefeuille investissement                              | 5         | 18 444         | 27 064         |
| AC6 Valeurs immobilisées                                     | 6         | 17 200         | 14 815         |
| AC7 Autres actifs  | 7         | 13 186         | 14 621         |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   |           | <b>980 730</b> | <b>906 368</b> |
| <br><b>P A S S I F</b>                                       |           |                |                |
| PA2 Dépôt & avoirs des établissements bancaires & financiers | 8         | 117 004        | 83 142         |
| PA3 Dépôt & avoirs de la clientèle                           | 9         | 592 445        | 570 476        |
| PA4 Emprunts & ressources spéciales                          | 10        | 126 947        | 107 527        |
| PA5 Autres passifs   | 11        | 15 183         | 17 118         |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  |           | <b>851 579</b> | <b>778 263</b> |
| <br><b>CAPITAUX PROPRES</b>                                  |           |                |                |
| CP1 Capital  |           | 90 000         | 90 000         |
| CP2 Réserves   |           | 47 346         | 47 238         |
| CP3 Actions propres  |           | (840)          | (840)          |
| CP5 Résultats reportés                                       |           | (8 293)        | (9 956)        |
| CP6 Résultat de la période                                   |           | 938            | 1 663          |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>                                | <b>12</b> | <b>129 151</b> | <b>128 105</b> |
| <b>TOTAL PASSIF &amp; CAPITAUX PROPRES</b>                   |           | <b>980 730</b> | <b>906 368</b> |

***Etat des engagements hors bilan***  
***Arrêté au 31 décembre 2016***  
***(Unité : en milliers de dinars)***

Notes 31/12/2016 31/12/2015

**PASSIFS EVENTUELS**

|                                |   |           |                |               |
|--------------------------------|---|-----------|----------------|---------------|
| HB 1                           | Cautions, avals et autres garanties données | <b>13</b> | 68 788         | 55 346        |
| HB 2                           | Crédits documentaires                       |           | 31 877         | 32 768        |
| <b>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</b> |   |           | <b>100 665</b> | <b>88 114</b> |

**ENGAGEMENTS DONNES**

|                                 |                                   |           |               |                |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------|---------------|----------------|
| HB 4                            | Engagements de financement donnés | <b>14</b> | 53 218        | 110 510        |
| HB 5                            | Engagements sur titres            |           | 15 600        | 24 000         |
| <b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b> |                                   |           | <b>68 818</b> | <b>134 510</b> |

**ENGAGEMENTS RECUS**

|                                |                                  |           |                |                |
|--------------------------------|----------------------------------|-----------|----------------|----------------|
| HB 6                           | Engagements de financement reçus |           | -              | 9 000          |
| HB 7                           | Garanties reçues                 | <b>15</b> | 531 114        | 554 732        |
| <b>TOTAL ENGAGEMENTS RECUS</b> |                                  |           | <b>531 114</b> | <b>563 732</b> |

*Etat de résultat*  
*Période du 1er Janvier au 31 décembre 2016*  
*(Unité : en milliers de dinars)*

|   | <i>Notes</i>  | <b>Exercice<br/>2016</b> | <b>Exercice<br/>2015</b> |
|---|---|--------------------------|--------------------------|
| <i>Produits d'exploitation bancaire</i> |   |                          |                          |
| PR1                                     | Intérêts et revenus assimilés   | 50 184                   | 40 972                   |
| PR2                                     | Commissions   | 13 283                   | 10 801                   |
| PR3                                     | Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières                                | 1 351                    | 1 333                    |
| PR4                                     | Revenus du portefeuille d'investissement  | 5 848                    | 3 968                    |
|   | <b>Total produits d'exploitation bancaire</b>   | <b>70 666</b>            | <b>57 074</b>            |
| <i>Charges d'exploitation bancaire</i>  |   |                          |                          |
| CH1                                     | Intérêts encourus et charges assimilées   | (30 554)                 | (28 274)                 |
| CH2                                     | Commissions encourues   | (360)                    | (452)                    |
|   | <b>Total charges d'exploitation bancaire</b>  | <b>(30 914)</b>          | <b>(28 726)</b>          |
|   | <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>   | <b>39 752</b>            | <b>28 348</b>            |
| CH4                                     | Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan & passif | (8 946)                  | (2 025)                  |
| CH5                                     | Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement  | (1 485)                  | (1 128)                  |
| PR7                                     | Autres produits d'exploitation  | 19                       | 44                       |
| CH6                                     | Frais de personnel  | (18 692)                 | (14 950)                 |
| CH7                                     | Charges générales d'exploitation  | (6 911)                  | (6 757)                  |
| CH8                                     | Dotations aux amortissements sur immobilisations  | (1 972)                  | (1 596)                  |
|   | <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>  | <b>1 765</b>             | <b>1 936</b>             |
| CH9                                     | Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires                                      | -                        | (150)                    |
| CH11                                    | Impôts sur les sociétés   | (681)                    | (123)                    |
|   | <b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>  | <b>1 084</b>             | <b>1 663</b>             |
| CH10                                    | Eléments extraordinaires  | (146)                    | -                        |
|   | <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   | <b>938</b>               | <b>1 663</b>             |
|   | <b>Résultat par action (DT)</b>   | <b>0,268</b>             | <b>0,475</b>             |

**Période du 1er Janvier au 31 Décembre 2016**  
**(Unité : en milliers de Dinars)**

|   | <i>Notes</i> | <b>Exercice 2016</b> | <b>Exercice 2015</b> |
|---|--------------|----------------------|----------------------|
| <b>ACTIVITE D'EXPLOITATION</b>  |              |                      |                      |
| Produits d'exploitation bancaires encaissés   |              | 66 504               | 55 415               |
| Charges d'exploitation bancaires décaissées   |              | (14 804)             | (28 441)             |
| Prêts et avances/remboursement prêts & avances accordés à la clientèle              |              | 9 236                | (7 448)              |
| Dépôts/retrait de dépôts de la clientèle  |              | 19 186               | 97 731               |
| Sommes versées aux Personnel et C. Divers   |              | (25 976)             | (24 189)             |
| Autres flux d'exploitation  |              | (79 054)             | (118 105)            |
| Impôts sur les sociétés   |              | (204)                | (213)                |
| <b>Flux de trésorerie net affectés aux des activités d'exploitation</b>             |              | <b>(25 112)</b>      | <b>(25 250)</b>      |
| <b>ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>   |              |                      |                      |
| Intérêts & dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement                   |              | 386                  | 252                  |
| Acquisitions/cessions sur portefeuille d'investissement                             |              | (1 438)              | (21 088)             |
| Acquisitions/cessions sur immobilisations   |              | (4 447)              | (2 134)              |
| <b>Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement</b>               |              | <b>(5 499)</b>       | <b>(22 970)</b>      |
| <b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>   |              |                      |                      |
| Emission d'emprunts / Remboursement d'emprunts                                      |              | 21 945               | (17 250)             |
| Augmentation/diminution ressources spéciales  |              | 1 888                | (11 087)             |
| <b>Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement</b>                  |              | <b>23 833</b>        | <b>(28 337)</b>      |
| Incidence des variations de valeurs sur les liquidités et équivalents de liquidités |              |                      |                      |
| Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période  |              | (6 778)              | (76 557)             |
| <b>Liquidités et équivalents en début de période</b>                                |              | <b>5 069</b>         | <b>81 626</b>        |
| <b>Liquidités et équivalents en fin de période</b>                                  | <b>23</b>    | <b>(1 709)</b>       | <b>5 069</b>         |

*Notes aux états financiers annuels au 31 Décembre 2016*  
*(Les chiffres sont exprimés en KDT : milliers de Dinars)*

## **1- Référentiel d'élaboration et de présentation des états financiers**

Les états financiers de la BTE sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie notamment à la norme comptable générale n° 01 du 30 décembre 1996 et aux normes comptables bancaires NC 21/25 du 25 mars 1999 et aux règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par la circulaire N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

## **2- Bases de mesures**

Les états financiers de la BTE sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Ainsi, les actifs de la banque ne sont grevés d'aucune marge de réévaluation.

## **3- Principes comptables pertinents appliqués**

### **3.1. Comptabilisation des prêts M.L.T et revenus y afférents**

Les engagements de financement sont inscrits en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloquages de fonds pour la valeur nominale.

La commission d'étude ou de gestion est prise en compte en totalité parmi le résultat à l'issue du premier déblocage.

Les revenus des prêts à intérêts précomptés, contractés par la banque sont pris en compte, à l'échéance convenue, dans un compte de créance rattachée de régularisation et sont portés en résultat au prorata temporis à chaque arrêté comptable.

Les revenus des prêts à intérêts post-comptés sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

La banque n'incorpore dans ses produits les intérêts impayés ou réservés ayant fait l'objet d'arrangement, de rééchelonnement ou de consolidation quelque soit la classification des engagements auxquels ils sont rattachés. Seule la partie effectivement encaissée est incorporée au résultat de l'exercice, au sens de la circulaire BCT N° 91-24. Les intérêts courus ou échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les actifs incertains (classe 2), les actifs préoccupants (classe 3) ou parmi les actifs compromis (classe 4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits en actif soustractif sous le poste « agios réservés ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

### **3.2. Comptabilisation des prêts C.T et revenus y afférents**

Les crédits C.T sont inscrits en hors bilan à mesure qu'ils sont engagés, et transférés au bilan sur la base d'utilisation. Les intérêts sont pris en compte à mesure qu'ils sont courus.

### **3.3. Comptabilisation des biens donnés en leasing**

La banque comptabilise dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon l'approche économique et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat actualisé au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location-financement.

Les paiements minimaux au titre de la location sont les paiements que le preneur est tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et

b- la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Au niveau de la BTE et selon les clauses contractuelles des contrats de leasing il n'est pas négocié avec le preneur une valeur résiduelle non garantie, ni des loyers conditionnels. En effet, tous nos contrats de leasing et les échéanciers leurs correspondants tiennent compte uniquement d'une valeur d'achat à la fin du contrat fixée, généralement, à 1 DT qui est assimilée à juste titre comme une valeur résiduelle garantie.

La valeur résiduelle des biens donnés en leasing est enregistrée en hors bilan dans la rubrique des engagements donnés.



### **3.4. Comptabilisation du portefeuille-titres et revenus y afférents**

Le portefeuille-titres détenu par la banque est constitué en totalité par des titres d'investissement. Ces titres sont détenus avec l'intention de les céder dans un horizon moyen et long terme. Sont classés parmi les titres de participation :

- Les titres dont la possession durable est estimée stratégique à l'activité de la banque ;
- Les titres représentant des participations-financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagement hors bilan pour leur valeur d'émission et transférées au bilan à la date de libération.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, frais et charges exclus. La cession des titres de participation est constatée à la date de transfert de propriété des titres.

Les dividendes sur les titres obtenus par la banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

### **3.5. Comptabilisation des ressources et charges y afférentes**

Les engagements de financement reçus sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts et les commissions de couverture de change sur emprunts sont comptabilisés dans le résultat à mesure qu'ils sont courus.

### **3.6. Evaluation des risques et couverture des engagements**

#### ***3.6.1 Provisions individuelles***

La provision pour risque sur prêts est déterminée conformément aux normes de division couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT N° 91-24 qui prévoit les classes de risques suivantes :

- Classe 0 : Actifs courants ;
- Classe 1 : Actifs nécessitant un suivi particulier ;
- Classe 2 : Actifs incertains ;

- Classe 3 : Actifs préoccupants ;
- Classe 4 : Actifs compromis.

Le taux de provisionnement retenu correspond au taux minimal par classe de risque appliqué au risque couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués sont les suivants :

- Actifs incertains (classe 2) : 20 %
- Actifs préoccupants (classe 3) : 50 %
- Actifs compromis (classe 4) : 100 %

### ***3.6.2 Provision collective***

Les établissements de crédit doivent constituer par prélèvement sur les résultats des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la circulaire n°91-24. Pour l'évaluation du montant de ces provisions, la banque a eu recours à la méthodologie référentielle édictée par la BCT à cet effet.

A ce titre, la BTE a estimé la provision conformément à la méthodologie référentielle édictée par la BCT. Les provisions constituées par la banque à fin 2016, s'élèvent à 5 638 KDT dont 625 KDT au titre de l'exercice 2016.

### ***3.6.3 Provisions additionnelles :***

En date du 30 décembre 2013, la BCT a publié la circulaire N°2013-21 imposant aux banques de constituer des provisions additionnelles pour la couverture des risques nets encourus sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% du risque net pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% du risque net pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 à 7 ans ;
- 100% du risque net pour les actifs ayant une ancienneté supérieure ou égale à 8 ans.

On entend par risque net, la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;

- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- Des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- Des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24.

A ce titre, Les provisions constituées conformément à la circulaire BCT 2013-21 du 30 décembre 2013 totalisent au 31/12/2016 un montant de 13 757 KDT.

En date du 22 juillet 2015, la BCT a publié la circulaire N°2015-12 prévoyant des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises du secteur touristique qui se résument comme suit :

- 1- Les établissements de crédit peuvent maintenir la classe de risque au 31 décembre 2014 pour les entreprises qui ont bénéficié des mesures exceptionnelles et geler l'ancienneté au sens de l'article 10 quater de la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 pour les entreprises touristiques qui ont bénéficié des mesures de l'article 1 et l'article 2 de la circulaire BCT n°2015-12.
- 2- Les établissements de crédit peuvent rééchelonner les échéances des années 2015 et 2016 des crédits accordées aux entreprises touristiques. Le remboursement de ces échéances pourrait commencer à partir de l'année 2017.
- 3- Le bénéfice de ces mesures est subordonné à la présentation, par la société en question, d'une demande en l'objet accompagnée des justificatifs de la baisse du chiffre d'affaires d'au moins 30% par rapport à la même période de l'année précédente.

En 2015, 16 entreprises opérant dans le secteur touristique ont fait une demande auprès de la Banque afin de bénéficier des avantages de la circulaire n°2015-12.

Néanmoins, la Banque a procédé à la classification desdites relations conformément aux dispositions de la circulaire 91-24.

### ***3.6.4 Provision sur participations***

L'évaluation des titres de participation à la date d'arrêté est faite par référence à la valeur d'usage et donne lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Pour les titres non cotés, l'évaluation est faite par référence à la valeur mathématique corrigée (en tenant compte de la valeur actualisée du patrimoine de la société émettrice) à la date la plus récente. Les dépréciations éventuelles dégagées et revêtant un caractère durable sont couvertes par des provisions.

### **3.7. Opérations en devises**

Les transactions réalisées par la banque en monnaies étrangères sont traitées conformément aux dispositions prévues par la norme comptable sectorielle n°23 relative aux opérations en devises dans les établissements bancaires :

- Les opérations effectuées en devises sont enregistrées en comptabilité de façon distincte par la tenue d'une comptabilité autonome dans chacune des devises utilisées. Cette comptabilité permet la détermination périodique de la position de change.
- Les charges et produits libellés en devises influent sur la position de changes, sont comptabilisés dans la comptabilité ouverte au titre de chaque devise concernée dès que les conditions de leur prise en compte sont réunies, puis convertis dans la comptabilité en monnaie de référence, et ce, sur la base du cours de change au comptant en vigueur à la date de leur prise en compte dans la comptabilité tenue en devises.
- Les charges et produits libellés en devises courus et non échus à la date d'arrêté comptable sont convertis sur la base du cours de change au comptant en vigueur à la date de l'arrêté comptable.
- A chaque arrêté comptable, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan figurant dans chacune des comptabilités devises sont convertis et reversés dans la comptabilité en monnaie de référence sur la base du cours de change au Comptant en vigueur à la date d'arrêté.
- Les différences entre, d'une part, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan réévalués, et d'autre part, les montants correspondants dans les comptes de contre-valeur de position de change sont prises en compte en résultat de la Période considérée.

- Les opérations de change à terme à des fins de couverture sont réévaluées en fin de période au cours de change au comptant de la date d'arrêté
- Au 31/12/2016 le montant global de la contrevaletur en monnaie de référence de l'actif et du passif en devises est de : 598 KDT
- La valeur des opérations de change à terme de couverture non dénouées au 31/12/2016 s'élèvent à : 5 289 KDT à la vente et 5 419 KDT à l'achat.

### **3.8. Immobilisations et autres actifs non courants**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

|                           |   |       |
|---------------------------|---|-------|
| - Immeuble d'exploitation | : | 2,5 % |
| - Mobilier de bureaux     | : | 20 %  |
| - Matériel de bureaux     | : | 10 %  |
| - Matériel de transport   | : | 20 %  |
| - A. A. et installations  | : | 10 %  |
| - Matériel informatique   | : | 15 %  |
| - Logiciel                | : | 33 %  |

Les charges reportées sont inscrites parmi les autres actifs dans la mesure où elles ont un impact bénéfique sur les exercices ultérieurs. Elles sont résorbées sur trois ans.

#### 4- Notes explicatives (Les chiffres sont exprimés en KDT: milliers de Dinars)

##### 4.1 Actifs

##### Note 1 : Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

| Libelles                              | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Caisse agences dinars                 | 2 965         | 2 510         |
| Caisse agences devises                | 1 062         | 971           |
| Caisse IBS                            | 648           | 160           |
| Banque Centrale de Tunisie en dinars  | 429           | 1 056         |
| Banque Centrale de Tunisie en devises | 16 902        | 12 565        |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>22 006</b> | <b>17 262</b> |

##### Note 2 : Créances sur les établissements bancaires et financiers

Au 31 décembre 2016, les créances sur les établissements bancaires et financiers ont évolué comme suit :

| Libelles                                   | 31/12/2016     | 31/12/2015    |
|--|----------------|---------------|
| Créances sur les établissements bancaires  | 72 518         | 60 697        |
| Créances sur les établissements financiers | 35 480         | 31 654        |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>107 998</b> | <b>92 351</b> |

##### **2.1. Créances sur les établissements bancaires :**

Les créances sur les établissements bancaires se détaillent comme suit

| Libelles                                     | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--|---------------|---------------|
| Prêts au jour le jour et à terme aux banques | -             | 12 000        |
| Prêts interbancaires en devises              | 2 843         | 6 589         |
| Prêts swap en devises                        | 41 408        | 12 907        |
| Avoirs chez les correspondants locaux        | 65            | 71            |
| Avoirs chez les correspondants étrangers     | 28 202        | 29 130        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>72 518</b> | <b>60 697</b> |

- Cette rubrique ne comprend pas de créances sur les entreprises liées
- Cette rubrique ne comprend pas de créances douteuses
- Tous les intérêts rattachés sont mensualisés et constatés parmi les produits.

### **Note 3 : Créances sur la clientèle**

#### **3.1. Les créances brutes sur la clientèle**

Au 31 décembre 2016, les créances brutes sur la clientèle ont évolué comme suit :

| <b>Libelles</b>                   | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Comptes débiteurs de la clientèle | 37 916            | 38 323            |
| Autres concours à la clientèle    | 732235            | 674 182           |
| Crédits sur ressources spéciales  | 6519              | 8 064             |
| <b>Total brut</b>                 | <b>776 670</b>    | <b>720 569</b>    |

#### **3.2. Les créances nettes sur la clientèle**

Au 31 décembre 2016, les créances nettes sur la clientèle ont évolué comme suit :

| <b>Libelles</b>                   | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Concours CT (1)                   | 211 440           | 187 868           |
| Concours M.L.T. (2)               | 485 714           | 455 268           |
| Leasing (3)                       | 41 557            | 38 323            |
| Comptes débiteurs de la clientèle | 37 916            | 38 338            |
| Valeurs en recouvrement           | 43                | 772               |
| <b>Total brut</b>                 | <b>776 670</b>    | <b>720 569</b>    |
| Agios réserves                    | (19 478)          | (15 487)          |
| Provisions individuelles          | (46 142)          | (40 496)          |
| Provisions collectives            | (5 638)           | (5 013)           |
| <b>Total net</b>                  | <b>705 412</b>    | <b>659 573</b>    |

(1)-Les prêts à court terme et les comptes rattachés se détaillent comme suit :

| <b>Libellé</b>                          | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Encours non échus                       | 203 481           | 168 042           |
| Avance sur dépôt à terme                | 3 399             | 7 774             |
| Principal impayé                        | 6 436             | 13 520            |
| Intérêts et commissions perçus d'avance | (1 965)           | (1 530)           |
| Créances rattachés                      | 89                | 62                |
| <b>Total</b>                            | <b>211 440</b>    | <b>187 868</b>    |

(2)- Les prêts à moyen et long termes et comptes rattachés se détaillent comme suit :

| <b>Libellé</b>                  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| Encours non échu                | 444 723           | 413 982           |
| Principal échu                  | -                 | 582               |
| Intérêts et commissions échus   | -                 | 318               |
| Principal impayé                | 28 817            | 29 091            |
| Intérêts et commissions impayés | 8 341             | 8 438             |
| Intérêts à recevoir             | 3 657             | 2 675             |
| Avance en comptes courants      | 186               | 186               |
| Intérêts perçus d'avance        | (10)              | (4)               |
| <b>Total</b>                    | <b>485 714</b>    | <b>455 268</b>    |

(3)-Les engagements sous forme de leasing se détaillent comme suit :

| <b>Libellé</b>   | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|------------------|-------------------|-------------------|
| Encours          | 40 437            | 37 827            |
| Principal impayé | 438               | 334               |
| Intérêts impayés | 394               | 38                |
| Intérêts courus  | 137               | 122               |
| Autres créances  | 151               | 2                 |
| <b>Total</b>     | <b>41 557</b>     | <b>38 323</b>     |



La répartition des engagements entre actifs classés et actifs non classés se présente comme suit :

| Nature de l'engagement     | Actifs non classés |                | Actifs classés |                | Total          |                |
|----------------------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                            | 2016               | 2015           | 2016           | 2015           | 2016           | 2015           |
| Concours MLT               | 391 747            | 354 878        | 93 967         | 100 390        | 485 714        | 455 268        |
| Concours CT                | 180 941            | 175 336        | 30 499         | 12 532         | 211 440        | 187 868        |
| Comptes courants débiteurs | 37 354             | 37 411         | 562            | 912            | 37 916         | 38 338         |
| Leasing                    | 24 294             | 25 053         | 17 263         | 13 285         | 41 557         | 38 323         |
| <b>TOTAL Brut</b>          | <b>634 336</b>     | <b>592 678</b> | <b>142 291</b> | <b>127 119</b> | <b>776 627</b> | <b>719 797</b> |
| Valeurs en recouvrement    | 43                 | 772            | -              | -              | 43             | 772            |
| <b>TOTAL Brut</b>          | <b>634 379</b>     | <b>593 450</b> | <b>142 291</b> | <b>127 119</b> | <b>776 670</b> | <b>720 569</b> |

Le total des engagements sur la clientèle se répartit par secteur d'activité comme suit :

| Nature de l'engagement     | Entreprises   |                |                |               | Particuliers   | Valeurs en Recouvrement | TOTAL          |
|----------------------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|-------------------------|----------------|
|                            | Agriculture   | Industrie      | Services       | Tourisme      |                |                         |                |
| Concours MLT               | 3 668         | 86 281         | 76 622         | 83 876        | 235 267        | -                       | 485 714        |
| Concours CT                | 5 516         | 90 071         | 114 265        | 331           | 1 257          | -                       | 211 440        |
| Comptes courants débiteurs | 329           | 4 211          | 33 106         | 270           | -              | -                       | 37 916         |
| Leasing                    | 1 511         | 2 808          | 31 345         | 559           | 5 334          | -                       | 41 557         |
| Valeurs en recouvrement    | -             | -              | -              | -             | -              | 43                      | 43             |
| <b>TOTAL BRUT</b>          | <b>11 024</b> | <b>183 371</b> | <b>255 338</b> | <b>85 036</b> | <b>241 858</b> | <b>43</b>               | <b>776 670</b> |

### 3.3. Classement par maturité des créances nettes sur la clientèle :

Les créances nettes sur la clientèle sont classées par maturité comme suit :

| DATE                             | < 3MOIS | 3 MOIS < D > 1AN | 1 AN < D > 5 ANS | Plus de 5 ans | Total   |
|----------------------------------|---------|------------------|------------------|---------------|---------|
| Créances nettes sur la clientèle | 218 568 | 87 493           | 245 603          | 153 748       | 705 412 |

### 3.4. Les mouvements sur les créances classées

| Créances classées                   | Actifs classés 2015 | Augmentations/ Diminutions | Actifs classés 2016 |
|-------------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| Comptes courants débiteurs          | 13 285              | 3 978                      | 17 263              |
| Autres concours à la clientèle      | 113 834             | 11 194                     | 125 028             |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                  | <b>127 119</b>      | <b>15 172</b>              | <b>142 291</b>      |
| Agios réservés                      | (15 487)            | (3 991)                    | (19 478)            |
| Provisions                          | (40 496)            | (5 646)                    | (46 142)            |
| Provisions collectives              | (5 013)             | (625)                      | (5 638)             |
| <b>TOTAL PROV ET AGIOS RESERVES</b> | <b>(60 996)</b>     | <b>(10 262)</b>            | <b>(71 258)</b>     |

#### Note 4 : Portefeuille-titres commercial

L'évolution du poste titres de participation se présente comme suit :

| Libelles                   | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|----------------------------|---------------|---------------|
| <b>Titres de Placement</b> | <b>96 177</b> | <b>81 146</b> |
| Titres de placement        | 80 075        | 62 809        |
| Fonds gérés BTE SICAR      | 16 102        | 18 337        |
| <b>Créances rattachées</b> | <b>2 996</b>  | <b>2 266</b>  |
| <b>Total Brut</b>          | <b>99 173</b> | <b>83 412</b> |
| Provisions                 | 2 689         | 2 730         |
| <b>Total Net</b>           | <b>96 484</b> | <b>80 682</b> |

Les mouvements de l'exercice sur les titres de placements se présentent comme suit :

| Libelles            | 31/12/2015    | Acquisitions/Cessions | 31/12/2016    |
|---------------------|---------------|-----------------------|---------------|
| Titres de Placement | 81 146        | 15 031                | 96 177        |
| Créances rattachées | 2 266         | 730                   | 2 996         |
| <b>TOTAL Brut</b>   | <b>83 412</b> | <b>15 761</b>         | <b>99 173</b> |
| Provisions          | 2 730         | (41)                  | 2 689         |
| <b>TOTAL Net</b>    | <b>80 682</b> | <b>15 802</b>         | <b>96 484</b> |

## Note 5 :Portefeuille d'investissement :

Les titres de participations se détaillent comme suit :

|                                | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--------------------------------|---------------|---------------|
| <b>Titres de participation</b> | <b>20 298</b> | <b>27 650</b> |
| Titres cotés                   | 7 288         | 7 288         |
| Titres non coté                | 13 010        | 20 362        |
| <b>Créances rattachées</b>     | <b>850</b>    | <b>1 288</b>  |
| <b>Total Brut</b>              | <b>21 148</b> | <b>28 938</b> |
| Provisions                     | 2 704         | 1 874         |
| <b>Total Net</b>               | <b>18 444</b> | <b>27 064</b> |

Les mouvements de l'exercice sur les titres de participation se présentent comme suit :

| Libelles             | 31/12/2015    | Acquisitions/Cessions | 31/12/2016    |
|----------------------|---------------|-----------------------|---------------|
| Titres participation | 27 650        | (7 352)               | 20 298        |
| Créances rattachées  | 1 288         | (438)                 | 850           |
| <b>TOTAL Brut</b>    | <b>28 938</b> | <b>(7 790)</b>        | <b>21 148</b> |
| Provisions           | 1 874         | 830                   | 2 704         |
| <b>TOTAL Net</b>     | <b>27 064</b> | <b>(8 620)</b>        | <b>18 444</b> |

### 5.1. Liste des filiales :

| Sociétés                    | Siège   | Capitaux propres | %      | Résultat 2016 |
|-----------------------------|---|------------------|--------|---------------|
| T.E.P (C.T.E.I)             | Ennour building-5ème étage centre urbain Nord Tunis | 2 989            | 99,99% | 202           |
| Rapid Recouvrement          | Ennour building-5ème étage centre urbain Nord Tunis | 3 199            | 99,73% | 419           |
| BTE – SICAR                 | 5 bis ruemedBadra 1002 tunis                        | 3 140            | 75,00% | 340           |
| Tuniso Émiratie Sicav (TES) | 5 bis ruemedBadra 1002 tunis                        | 66 112           | 2,26%  | 2 923         |
| JerbaAghir (*)              | 5 bis RuemedBadra 1002 tunis                        | -                | 43,62% | -             |

(\*) Les derniers états financiers arrêtés par son conseil et approuvés par son assemblée générale remontent à fin 2010.

## 5.2. Coût d'acquisition des titres de participations et pourcentage de détention :

| <b>PARTICIPATIONS</b>  | <b>Coût d'acquisition</b> | <b>%</b> | <b>Provision 31/12/2016</b> |
|--|---------------------------|----------|-----------------------------|
| BTE SICAR  | 2 250                     | 75,00%   | -                           |
| TEP – Tuniso-Emiratie de participations                              | 5 000                     | 99,99%   | 2 011                       |
| Rapid recouvrement   | 299                       | 99,73%   | -                           |
| TES  | 1 396                     | 2,26%    | -                           |
| Djerba Aghir   | 2 022                     | 43,62%   | -                           |
| <b>Entreprises liées</b>   | <b>10 967</b>             |          | <b>2 011</b>                |
| BANQUE NATIONALE AGRICOLE  | 7 289                     | 3,83%    | -                           |
| SOCIETE TUNISIENNE DE GARANTIE                                       | 30                        | 1,00%    | -                           |
| INB - Société Industrie des Nouvelles Briques                        | 300                       | 4,62%    | 300                         |
| SPPI - Société de participation et de promotions des investissements | 50                        | 6,58%    | 50                          |
| La Maison du Banquier  | 134                       | 1,50%    | 114                         |
| ABF – Académie des Banques et Finances                               | 1                         | 0,1%     | -                           |
| SIBTEL – Société interbancaire de télé-compensation                  | 52                        | 0,67%    | -                           |
| Pôle de compétitivité de Bizerte                                     | 1 000                     | 6,67%    | -                           |
| United General Partners UGP  | 100                       | 50%      | -                           |
| FCPR   | 375                       | 0,75%    | 226                         |
| BACOFIL  | 2                         | 0,00%    | 2                           |
| <b>Autres participations</b>   | <b>9 331</b>              |          | <b>692</b>                  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>20 298</b>             |          | <b>2703</b>                 |

## **Note 6 : Valeurs Immobilisées**

L'évolution du poste valeurs immobilisées se présente comme suit :

| <b>Libellé</b>                 | <b>Valeur Brute 2015</b> | <b>Acquisitions /cessions</b> | <b>Valeur brute 2016</b> | <b>Amort cumul 2015</b> | <b>Valeur Nette 2015</b> | <b>Dotations 2016</b> | <b>Reprise 2016</b> | <b>Amort cumulé 2016</b> | <b>Valeur Nette 2016</b> |
|--------------------------------|--------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--------------------------|
| Terrain                        | 4 002                    | -                             | 4 002                    | -                       | 4 002                    | -                     | -                   | -                        | 4 002                    |
| Constructions                  | 6 342                    | 489                           | 6 831                    | 1 611                   | 4 731                    | 157                   | -                   | 1 768                    | 5 063                    |
| Mobilier & Matériel de Bureaux | 1 627                    | 47                            | 1 674                    | 1 033                   | 594                      | 137                   | -                   | 1 170                    | 504                      |
| Matériel Informatique          | 5 061                    | 1 450                         | 6 511                    | 3 717                   | 1 344                    | 580                   | -                   | 4 297                    | 2 214                    |
| Matériel de Transport          | 547                      | (152)                         | 395                      | 389                     | 158                      | 42                    | (152)               | 279                      | 116                      |
| A, A & Installations           | 8 710                    | 2 054                         | 10 764                   | 4 724                   | 3 986                    | 739                   | -                   | 5 463                    | 5 301                    |
| <b>Total</b>                   | <b>26 289</b>            | <b>3 888</b>                  | <b>30 177</b>            | <b>11 474</b>           | <b>14 815</b>            | <b>1 655</b>          | <b>(152)</b>        | <b>12 977</b>            | <b>17 200</b>            |

## **Note 7 : Autres postes d'actif**

Au 31 décembre 2016, les autres postes d'actif ont évolué comme suit :

| <b>Libelles</b>                      | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Avances au Personnel                 | 415               | 356               |
| Prêt au Personnel                    | 4 171             | 4 044             |
| Etat et collectivités locales        | 1 165             | 2 191             |
| Autres débiteurs                     | 4 435             | 4 119             |
| Créances prises en charge par l'Etat | 3 000             | 3 911             |
| <b>Total</b>                         | <b>13 186</b>     | <b>14 621</b>     |

## **Note 8 : Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers**

Cette rubrique se détaille comme suit :

| <b>Libelles</b>                                  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Dépôts des établissements bancaires              | 116 298           | 82 293            |
| Dépôts des établissements financiers spécialisés | 706               | 849               |
| <b>Total</b>                                     | <b>117 004</b>    | <b>83 142</b>     |

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires se détaille comme suit :

| <b>Libelles</b>  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Emprunts et refinancement BCT                                | 55 000            | 60 000            |
| Emprunts et refinancement en devises du marché interbancaire | 41 233            | 12 882            |
| Emprunts et refinancement en dinars du marché interbancaire  | 19 000            | 9 000             |
| Avoirs des correspondants étrangers                          | 161               | 111               |
| Créances rattachées  | 904               | 300               |
| <b>Total</b>   | <b>116 298</b>    | <b>82 293</b>     |

La répartition des dépôts des établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit :

| <b>Dépôts des établissements bancaires et financiers par maturité</b> | <b>1 jour<br/>&lt;M&lt; 3<br/>mois</b> | <b>3<br/>mois&lt;M&lt;<br/>6 mois</b> | <b>6<br/>mois&lt;M&lt;<br/>1 an</b> | <b>1<br/>an&lt;M&lt;<br/>2 ans</b> | <b>2<br/>ans&lt;M&lt;<br/>5 ans</b> | <b>Total</b>   |
|---|--|---------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|----------------|
| Dépôts des Etablissements bancaires                                   | 97 298                                 | 4 000                                 | -                                   | 15 000                             | -                                   | 116 298        |
| Dépôts des Etablissements financiers                                  | 706                                    | -                                     | -                                   | -                                  | -                                   | 706            |
| <b>Total général</b>  | <b>98 004</b>                          | <b>4 000</b>                          | <b>-</b>                            | <b>15 000</b>                      | <b>-</b>                            | <b>117 004</b> |

## **Note 9 : Dépôts et avoirs de la clientèle**

### **9.1. Les dépôts et avoirs de la clientèle par nature**

| <b>Libelles</b> | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-----------------|-------------------|-------------------|
| Dépôts à vue    | 406 331           | 433 969           |
| Dépôts à terme  | 186 114           | 136 507           |
| <b>Total</b>    | <b>592 445</b>    | <b>570 476</b>    |

Cette rubrique se détaille comme suit :

| <b>Libelles</b>                            | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Dépôts à terme en dinars                   | 183 013           | 133 821           |
| Dépôts à terme en devises                  | 3 101             | 2 686             |
| Comptes courants personnes physiques       | 28 314            | 26 477            |
| Comptes courants personnes morales         | 48 639            | 53 355            |
| Comptes d'épargne                          | 62 055            | 46 866            |
| Comptes professionnels en devises          | 4 730             | 4 192             |
| Dépôts en dinars convertibles              | 6 170             | 4 168             |
| Certificats de dépôt                       | 73 000            | 66 500            |
| Comptes prestataires de service en devises | 1 016             | 784               |
| Comptes négoce international               | 546               | 386               |
| Personnes non résidentes                   | 141 169           | 196 901           |
| Autres sommes dues à la clientèle          | 40 692            | 34 340            |
| <b>Total</b>                               | <b>592 445</b>    | <b>570 476</b>    |

## 9.2. Dépôts des entreprises liées :

| <b>Libelles</b>                  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Dépôts à vue                     | 406 331           | 433 969           |
| Dépôts à terme entreprises liées | 7 000             | 10 600            |
| Dépôts à terme                   | 179 114           | 125 907           |
| <b>Total</b>                     | <b>592 445</b>    | <b>570 476</b>    |

## 9.3. Répartition des dépôts à terme par maturité :

| <b>Libellé</b> | <b>&lt; 3MOIS</b> | <b>3 MOIS &lt; D &gt;<br/>1AN</b> | <b>1 AN &lt;D &gt; 5<br/>ANS</b> | <b>Total</b> |
|----------------|-------------------|-----------------------------------|----------------------------------|--------------|
| Dépôts à terme | 50                | 123 150                           | 62 914                           | 186 114      |

## **Note 10 : Emprunts et ressources spéciales**

Cette rubrique se détaille comme suit :

| <b>Libelles</b>                        | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Emprunts extérieurs                    | 6 364             | 14 704            |
| Emprunts obligataires                  | 110 195           | 88 250            |
| Autres emprunts                        | 8 080             | 1 401             |
| <b>Emprunts</b>                        | <b>124 639</b>    | <b>104 355</b>    |
| Frais financiers/Emprunts extérieurs   | 35                | 231               |
| Frais financiers/Emprunts obligataires | 2 273             | 2 941             |
| <b>Frais financiers rattachés</b>      | <b>2 308</b>      | <b>3 172</b>      |
| <b>Total</b>                           | <b>126 947</b>    | <b>107 527</b>    |

Les emprunts extérieurs ont évolué comme suit :

| <b>Libelles</b>                      | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Ligne Capital Risque                 | -                 | 65                |
| Banque Européenne d'Investissement 2 | 1 183             | 2 308             |
| Ligne Bird 34.8 M€                   | 2 637             | 2 981             |
| Ligne Italienne Partenariat (63 M)   | -                 | 14                |
| Banque Africaine de Développement 4  | -                 | 6 445             |
| Ligne Italienne 73 millions d'euros  | 578               | 578               |
| Ligne Espagnole                      | 1 842             | 1 842             |
| Ligne PME/EMIT                       | 124               | 471               |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>6 364</b>      | <b>14 704</b>     |

## **Note 11 : Autres Passifs**

| <b>Libelles</b>                          | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Organismes sociaux                       | 2 079             | 1 869             |
| Personnel                                | 2 591             | 3 052             |
| Etat et collectivités locales            | 2 057             | 1 425             |
| Autres créditeurs                        | 5 729             | 6 556             |
| Valeurs exigibles après encaissement (1) | 2 727             | 4 216             |
| <b>Total</b>                             | <b>15 183</b>     | <b>17 118</b>     |

(1) les valeurs exigibles après encaissement présentent le solde net entre les valeurs remises par les clients pour encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.



## Note 12 : Capitaux propres

|  | Capital social | Actions propres | Réserves légales | Réserves à régime spécial | Fonds social | Réserves pour risques bancaires | Autres réserves | Dividendes ADP rachetés | Modifications comptables | Résultats Reportés hors Dividendes ADP rachetés | Résultat net de l'exercice | TOTAL          |
|--|----------------|-----------------|------------------|---------------------------|--------------|---------------------------------|-----------------|-------------------------|--------------------------|---|----------------------------|----------------|
| <b>Soldes au 31/12/2015</b>  | <b>90 000</b>  | <b>(840)</b>    | <b>7 372</b>     | <b>22 344</b>             | <b>4 192</b> | <b>130</b>                      | <b>13 200</b>   | <b>834</b>              | <b>-</b>                 | <b>(10 790)</b>                                 | <b>1 663</b>               | <b>128 105</b> |
| Affectation réserves légales   |                |                 |                  |                           |              |                                 |                 |                         |                          |   |                            | -              |
| Affectation réserves à régime spécial                                |                |                 |                  |                           |              |                                 |                 |                         |                          |   |                            | -              |
| Opérations/fonds social  |                |                 |                  |                           | 108          |                                 |                 |                         |                          |   |                            | <b>108</b>     |
| Distributions bénéfiques   |                |                 |                  |                           |              |                                 |                 |                         |                          |   |                            |                |
| Distributions bénéfiques ADP rachetées                               |                |                 |                  |                           |              |                                 |                 |                         |                          |   |                            |                |
| Résultats reportés   |                |                 |                  |                           |              |                                 |                 |                         |                          | 1 663   | (1 663)                    | -              |
| Affectation autres réserves réserves pour réinvestissements exonérés |                |                 |                  |                           |              |                                 |                 |                         |                          |   |                            |                |
| Résultats de l'exercice 2016   |                |                 |                  |                           |              |                                 |                 |                         |                          |   | 938                        | <b>938</b>     |
| <b>Soldes au 31/12/2016</b>  | <b>90 000</b>  | <b>(840)</b>    | <b>7 372</b>     | <b>22 344</b>             | <b>4 300</b> | <b>130</b>                      | <b>13 200</b>   | <b>834</b>              | <b>-</b>                 | <b>(9 127)</b>                                  | <b>938</b>                 | <b>129 151</b> |

## 12.1 : Mouvements sur le fond social

Les mouvements sur le fond social au titre de 2016 se détaillent comme suit :

| Libelles            | Montant      |
|---------------------|--------------|
| Solde au 01/01/2016 | 4 192        |
| Intérêts            | 108          |
| <b>TOTAL Net</b>    | <b>4 300</b> |

## 12.2. Répartition du capital :

| Répartition du capital social                                     | Montant Nominal  | Nombre d'actions | Montant en DT     | Pourcentage |
|---|------------------|------------------|-------------------|-------------|
| Actionnaires Tunisiens (Etat tunisien)                            | 20 1 750 000     |                  | 35 000 000        | 38,9%       |
| Actionnaires étrangers Abou Dhabi Investment Authority (ADIA)     | 20 1 750 000     |                  | 35 000 000        | 38,9%       |
| Actionnaires titulaires des actions à dividende prioritaire (ADP) | 20 1 000 000     |                  | 20 000 000        | 22,2%       |
| <b>Total</b>  | <b>4 500 000</b> |                  | <b>90 000 000</b> | <b>100%</b> |

## 4.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN

### Note 13 : Cautions, Avals et autres garanties données

Cette rubrique se détaille ainsi :

| Libelles   | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--|---------------|---------------|
| Cautions en faveur de la clientèle               | 61 596        | 47 704        |
| Valeur résiduelle et acceptation à payer Leasing | 452           | 225           |
| Cautions en faveur des établissements bancaires  | 6 740         | 7 417         |
| <b>Total</b>                                     | <b>68 788</b> | <b>55 346</b> |

## **Note 14 : Engagements de financement donnés**

Cette rubrique se détaille comme suit :

| <b>Libelles</b>  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|------------------|-------------------|-------------------|
| faveur clientèle | 53 218            | 110 510           |
| <b>Total</b>     | <b>53 218</b>     | <b>110 510</b>    |

## **Note 15 : Garanties reçues**

Les garanties reçues sous forme d'hypothèques ou de nantissement s'élèvent à 554.732 mille dinars.

| <b>Libelles</b>                  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Garanties reçues de la clientèle | 531 114           | 554 732           |
| <b>Total</b>                     | <b>531 114</b>    | <b>554 732</b>    |

La valeur des opérations de change à terme de couverture non dénouées au 31/12/2016 se présente comme suit :

| <b>Libelles</b>           | <b>31/12/2016</b> |
|---------------------------|-------------------|
| Change à terme à la vente | 5 289             |
| Change à terme à l'achat  | 5 419             |

## **4.5 ETAT DE RESULTAT**

### **Note 16 : Intérêts et revenus assimilés**

Cette rubrique se détaille ainsi :

| <b>Libelles</b>  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Opérations avec les établissements bancaires et financiers | 216               | 541               |
| Opérations avec la clientèle                               | 49 968            | 40 431            |
| <b>Total</b>   | <b>50 184</b>     | <b>40 972</b>     |

Les intérêts sur les opérations avec la clientèle se détaillent comme suit :

| <b>Libelles</b>                   | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Intérêts sur les prêts            | 46 671            | 37 453            |
| Revenus Leasing                   | 3 066             | 2 796             |
| Commissions sur engagements       | 231               | 179               |
| Commissions sur avals et cautions | -                 | 3                 |
| <b>Total</b>                      | <b>49 968</b>     | <b>40 431</b>     |

**Note 17 : Revenus du portefeuille d'investissement**

| <b>Libelles</b>             | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| Dividendes                  | 304               | 349               |
| Revenus portefeuille Titres | 5 038             | 3 449             |
| Plus-values sur Titres      | 506               | 170               |
| <b>Total</b>                | <b>5 848</b>      | <b>3 968</b>      |

**Note 18 : Intérêts encourus et charges assimilées**

Cette rubrique se détaille ainsi :

| <b>Libelles</b>                                 | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Opérations avec les établissements bancaires    | 6 448             | 4 037             |
| Opérations avec la clientèle                    | 19 369            | 17 909            |
| Opérations sur Emprunts et ressources spéciales | 428               | 875               |
| Autres Charges sur Emprunts                     | 4 309             | 5 453             |
| <b>Total</b>                                    | <b>30 554</b>     | <b>28 274</b>     |

### **Note 19 : Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan & passif**

Cette rubrique se détaille comme suit :

| <b>Libelles</b>                        | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Reprise des provisions sur prêts       | 2 514             | 11 697            |
| Pertes /gain courus sur Intérêts       | (88)              | (4)               |
| Dotations aux provisions individuelles | (9 643)           | (8 742)           |
| Dotations aux provisions collectives   | (625)             | (1 355)           |
| Dotations aux provisions hors bilan    | (163)             | (141)             |
| Dotations autres passifs               | (941)             | (3 480)           |
| <b>Total</b>                           | <b>(8 946)</b>    | <b>(2 025)</b>    |

### **Note 20 : Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement**

Cette rubrique se détaille ainsi :

| <b>Libelles</b>                        | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Dotations aux provisions sur titres    | (861)             | (1 114)           |
| Reprises de provisions sur titres      | 73                | 40                |
| Pertes courues sur titres              | (19)              | -                 |
| Moins-value dépréciation titres BTA    | (655)             | (34)              |
| Amortissement primes d'acquisition BTA | (23)              | (20)              |
| <b>Total</b>                           | <b>(1 485)</b>    | <b>(1 128)</b>    |

### **Note 21 : Charges du personnel**

| <b>Libelles</b>             | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| Traitements et salaires     | 13 755            | 11 510            |
| Avantages complémentaires   | 621               | 540               |
| Charges sociales            | 3 412             | 2 547             |
| Autres charges du personnel | 464               | 241               |
| Provisions personnel        | 440               | 112               |
| <b>Total</b>                | <b>18 692</b>     | <b>14 950</b>     |

## **Note 22 : Résultat par action**

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination au titre de l'exercice 2016 se présentent comme suit :

| <b>Libelles</b>                                 | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|---|-------------------|-------------------|
| Résultat net                                    | 938               | 1 663             |
| Résultat net attribuable aux actions ordinaires | 938               | 1 663             |
| Nombre moyen d'actions ordinaires               | 3 500 000         | 3 500 000         |
| <b>Résultat par action (en DT)</b>              | <b>0,268</b>      | <b>0,475</b>      |

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables. Il est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

## **4.6 ETAT DE FLUX DE TRESORERIE**

### **Note 23 : Liquidités et équivalents de liquidités**

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31 décembre 2016 un solde de 1 709 mille dinars contre 5 069 mille dinars au 31 décembre 2015 :

| <b>Libelles</b>  | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|--|-------------------|-------------------|
| Caisse agences dinars  | 2 965             | 2 510             |
| Caisse agences devises et IBS                                | 1 710             | 1 131             |
| Banque Centrale de Tunisie en dinars                         | 429               | 1 056             |
| Banque Centrale de Tunisie en devises                        | 16 902            | 12 565            |
| Prêts au jour le jour et à terme aux banques                 | -                 | 12 000            |
| Prêts en devises BCT   | 44 251            | 19 496            |
| Avoirs chez les correspondants locaux                        | 65                | 71                |
| Avoirs chez les correspondants étrangers                     | 28 202            | 29 130            |
| Emprunts et refinancement en devises du marché interbancaire | (96 233)          | (72 890)          |
| <b>Total</b>   | <b>(1 709)</b>    | <b>5 069</b>      |

## **Note 24 : Transactions avec les parties liées**

Les transactions avec les parties liées ayant des effets sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2016 se présentent comme suit :

- 1- Courant l'exercice 2016, les dividendes perçus auprès de la BTE SICAR (société dans laquelle la Banque détient 75% du capital) sont de 180 KDT.  
En outre, la BTE SICAR bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs résultant de ces conditions au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 2 225 DT.
- 2- La BTE a confié à la BTE SICAR, filiale de la banque, divers montants sous forme de fonds gérés. Ces montants ont totalisé jusqu'au 31 décembre 2016 la somme de 16 102 KDT. En contrepartie de ces fonds gérés, la BTE a perçu en 2016 des intérêts de placements pour un montant de 123 KDT ainsi que des plus-values sur rétrocession pour un montant de 423KDT. Par ailleurs, la banque a versé à la BTE SICAR une commission de gestion de l'ordre de 254KDT.
- 3- Courant l'exercice 2016, la BTE a perçu auprès de la société d'investissement à capital variable : Tuniso Emiratie SICAV (TES) des dividendes pour un montant de 124 KDT.
- 4- En date du 31 Janvier 2007, La BTE et la TES ont conclu une convention de dépositaire au terme de laquelle la BTE assure la mission de dépositaire des titres et des fonds appartenant à cette SICAV. La rémunération du dépositaire est fixée à 5 KDT TTC et sera réglé par la TES annuellement et à terme échu.
- 5- En date du 06/01/2010, la BTE et la TES ont conclu une convention de distribution. En contrepartie de cette prestation de service, la BTE perçoit de la TES une commission de distribution de 0.4% toutes taxes comprises par an calculée sur la base de l'actif net de la TES. Le calcul de ces frais se fera au jour le jour et viendra en déduction de l'actif net de la SICAV. Cette commission sera réglée et servie trimestriellement par la TES à terme échu sur présentation de facture.  
Les commissions perçues par la BTE à ce titre se sont élevées au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016 à 219 KDT.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration réuni le 16 décembre 2009.

- 6- Une convention de location portant sur un bureau de 30 m<sup>2</sup> situé dans les locaux de la banque a été signée entre la BTE et la TES. Le loyer annuel est de 1,5 KDT. Cette location est consentie et

acceptée pour une durée de trois ans commençant le 1<sup>er</sup> Novembre 2006 et renouvelable par tacite reconduction.

- 7- La TES SICAV bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs résultant de ces conditions au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 27 137 DT.
- 8- La BTE a signé en 2004 avec la Société « JerbaAghir», dans laquelle elle détient 43,62% du capital, un protocole d'accord portant mise en place d'un nouvel échéancier pour le remboursement des échéances impayées d'un montant global de 1 451 KDT et relatives à l'emprunt obligataire de 3 250 KDT avalisé par la BTE. L'échéancier s'étend du 01-03-2005 au 01-12-2013. Il ressort de cet échéancier un taux d'intérêt annuel égal au taux moyen mensuel du marché monétaire majoré de 3%.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 27 avril 2004.

Au 31/12/2016, les engagements de la société Jerba Aghir se détaillent comme suit :

| <b>Engagement</b>               | <b>Montant</b> |
|---------------------------------|----------------|
| Principal impayé MLT            | <b>1 966</b>   |
| Intérêts et commissions impayés | <b>292</b>     |
| <b>Total</b>                    | <b>2 258</b>   |

- 9- La BTE a confié en 2003 à la société «Rapid Recouvrement», dans laquelle elle détient 99,73% de capital, un mandat de recouvrement pour son compte portant sur certaines créances. En rémunération de ses services, le mandataire percevra une commission calculée selon le barème annexé à la convention conclue entre les deux parties. Cette convention a été autorisée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2004.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler qu'au 31 décembre 2016, un montant de 600 KDT figure au niveau de l'actif du bilan de la BTE. Ce montant correspond à des dividendes à recevoir.

En outre, la société « Rapid Recouvrement » bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 7 130 DT.

- 10- La rémunération du Directeur Général est fixée par l'arrêté du ministre des finances en date du 15 décembre 2010. Elle englobe, outre le salaire et les indemnités, la mise à disposition d'une



voiture de fonction avec prise en charge des frais d'utilité. Cette rémunération s'est élevée au titre de l'exercice 2016 à un montant brut de 121 KDT charges patronales comprises.

**11-** Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence fixés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 01 juin 2016. Ces jetons de présence se sont élevés pour l'exercice 2016 à un montant brut de 47 KDT. En outre, les administrateurs siégeant au niveau du comité permanent d'audit interne, du comité des risques et du comité exécutif du crédit, ont bénéficié de rémunérations brutes au titre de l'exercice 2016 de 115 KDT.

**Note 25 : Evènements postérieurs à la date de clôture**

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 14 mars 2017. Par conséquent, ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

***Mesdames, Messieurs les Actionnaires  
De la Banque de Tunisie et des Emirats***

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale du 17 Juin 2015, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur l'audit des états financiers de la Banque de Tunisie et des Emirats « BTE » pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de 980.730 KDT et un bénéfice de 938 KDT, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi, la réglementation en vigueur et les normes professionnelles.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de Tunisie et des Emirats, comprenant le bilan arrêté au 31 décembre 2016, ainsi que l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

***Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers***

La direction de la banque est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables tunisiennes. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

***Responsabilité de l'auditeur***

Les états financiers ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### ***Opinion***

A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la Banque de Tunisie et des Emirats au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

### ***Vérifications spécifiques***

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen de la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du conseil d'administration. Les informations contenues dans ce rapport n'appellent pas, de notre part, de remarques particulières.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 (nouveau) de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nos remarques ont été consignées dans nos rapports sur le contrôle interne qui constituent une partie intégrante du présent rapport.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret N° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur.

**Tunis, le 05 mai 2017**

**Les Commissaires aux Comptes**

**ECC MAZARS**

**Les commissaires aux comptes associés M.T.B.F**

**Ahmed BELAIFA**

**Mohamed Ali ELAOUANI CHERIF**

## ***RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016***

### ***Mesdames, Messieurs les Actionnaires De la Banque de Tunisie et des Emirats BTE***

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque et en application des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

#### ***A. Conventions et opérations nouvellement réalisées***

Nous vous informons que votre conseil d'administration ne nous a pas informés de l'existence de nouvelles conventions règlementées conclues au cours de l'exercice 2016.

#### ***B. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures***

Nous vous informons que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

1- La BTE a confié à la BTE SICAR, filiale de la banque, divers montants sous forme de fonds gérés. Ces montants ont totalisé jusqu'au 31 décembre 2016 la somme de 16.102 KDT. En contrepartie de ces fonds gérés, la BTE a perçu en 2016 des intérêts de placements pour un montant de 123 KDT ainsi que des plus-values sur rétrocession pour un montant de 423 KDT.

Par ailleurs, la banque a versé à la BTE SICAR une commission de gestion de l'ordre de 254 KDT.

2- La BTE SICAR bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur et de la franchise des frais de tenue de compte. Les agios créditeurs résultant de ces conditions au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 2 225 DT.

3- En date du 31 Janvier 2007, La BTE et la Tuniso Emiratie SICAV TES ont conclu une convention de dépositaire au terme de laquelle la BTE assure la mission de dépositaire des titres et des fonds appartenant à cette SICAV. En contrepartie de ses services, la BTE perçoit une rémunération de 1 KDT HTVA réglée à terme échu.

Par ailleurs, cette convention fait l'objet d'un avenant en date du 05 Janvier 2009 ayant modifié la rémunération à percevoir par la banque. En effet, la rémunération du dépositaire a été portée à 5 KDT TTC, qui sera réglé par la TES annuellement et à terme échu.

Cet avenant a été autorisé par le Conseil d'Administration réuni le 16 décembre 2009.

4- En date du 06/01/2010, la BTE et la TES ont conclu une convention de distribution en contrepartie de cette prestation de service, la BTE perçoit de la TES une commission de distribution de 0.4% toutes taxes comprises par an calculée sur la base de l'actif net de la TES. Le calcul de ces frais se fera au jour le jour et viendra en déduction de l'actif net de la SICAV. Cette commission sera réglée et servie trimestriellement par la TES à terme échu sur présentation de facture.

Les commissions perçues par la BTE à ce titre se sont élevées au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016 à 219 KDT.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'administration réuni le 16 décembre 2009.

5- Une convention de location portant sur bureau de 30 m<sup>2</sup> situé dans les locaux de la banque a été signée entre la BTE et la TES. le loyer annuel a été fixé à 1,5 KDT. Cette location est consentie et acceptée pour une durée de trois ans commençant le 1<sup>er</sup> novembre 2006 et renouvelable par tacite reconduction.

6- La TES bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur et de la franchise pour les frais de tenue de compte. Les agios créditeurs résultant de ces conditions s'élèvent à 27 137 DT.

7- La BTE a signé en 2004 avec la Société « JerbaAghir», dans laquelle elle détient 43,62% du capital, un protocole d'accord portant mise en place d'un nouvel échéancier pour le remboursement des échéances impayées d'un montant global de 1 451 KDT et relatives à l'emprunt obligataire de 3 250 KDT avalisé par la BTE. Il ressort de cet échéancier un taux d'intérêt annuel égal au taux moyen mensuel du marché monétaire majoré de 3%. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 27 avril 2004.

8- La BTE a confié en 2003 à la société «Rapid Recouvrement», un mandat de recouvrement pour son compte portant sur certaines créances. En rémunération de ses services, le mandataire percevra une commission calculée selon le barème annexé à la convention conclue entre les deux parties. Cette convention a été autorisée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2004.

En outre, la société « Rapid Recouvrement » bénéficie de conditions préférentielles de rémunération de son compte courant créditeur. Les agios créditeurs résultant de ces conditions s'élèvent à 7 130 DT.

### ***C.Obligations et engagements de la société envers les dirigeants***

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 nouveau II 5 du code des sociétés commerciales se présentent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général est fixée par l'arrêté du ministre des finances en date du 15 décembre 2010. Elle englobe, outre le salaire et les indemnités, la mise à disposition d'une voiture de fonction avec prise en charge des frais d'utilité. Cette rémunération s'est élevée au titre de l'exercice 2016 à un montant brut de 121 KDT y compris les charges patronales.
- Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence fixés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 01 juin 2016. Ces jetons de présence se sont élevés pour l'exercice 2016 à un montant brut de 47 KDT. En outre, les administrateurs siégeant au niveau du comité permanent d'audit interne, du comité des risques et du comité exécutif du crédit, ont bénéficié de rémunérations brutes au titre de l'exercice 2016 de 115 KDT.

Par ailleurs et en dehors de ces opérations, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autre convention conclue au cours de l'exercice, et nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, de l'article 200 et suivants et de l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales.

**Tunis, le 05 mai 2017**

**Les Commissaires aux Comptes  
ECC MAZARS**

**Les commissaires aux comptes associés M.T.B.F**

**Ahmed BELAIFA**

**Mohamed Ali ELAOUANI CHERIF**

*Groupe Banque de Tunisie et des Emirats*

*II- ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
ARRÊTES AU 31 DÉCEMBRE 2016*



**Bilan consolidé**  
**Arrêté au 31/12/2016**  
**(Unité : en milliers de dinars)**

|   | NOTE | 31/12/20         | 31/12/20       |
|---|------|------------------|----------------|
|   | S    | 16               | 15             |
| CAISSE ET AVOIRS AUPRÈS DE LA BCT, CCP ET TGT               | 1    | 22 006           | 17 263         |
| CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS     | 2    | 108 111          | 103 494        |
| CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE                                   | 3    | 708 028          | 662 095        |
| PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL                              | 4    | 135 962          | 99 658         |
| PORTEFEUILLE TITRE D'INVESTISSEMENT                         | 5    | 27 224           | 29 453         |
| VALEURS IMMOBILISEES  | 6    | 17 707           | 15 180         |
| AUTRES ACTIFS   | 7    | 15 421           | 16 394         |
| <b>TOTAL ACTIF</b>  |      | <b>1 034 459</b> | <b>943 537</b> |
| CAPITAL   | 8    | 90 000           | 90 000         |
| RÉSERVES  | 9    | 58 838           | 56 956         |
| ACTIONS PROPRES   |      | -840             | -840           |
| RÉSULTATS REPORTES  | 10   | -8 293           | -9 956         |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE                                      | 11   | 1 886            | 1 929          |
| <b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>                      |      | <b>141 591</b>   | <b>138 089</b> |
| <b>CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES</b>               | 12   | <b>54 720</b>    | <b>46 069</b>  |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                     |      | <b>196 311</b>   | <b>184 158</b> |
| DÉPÔTS ET AVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS | 13   | 117 067          | 83 142         |
| DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE                            | 14   | 579 710          | 554 236        |
| EMPRUNTS ET RESSOURCES SPÉCIALES                            | 15   | 122 557          | 102 513        |
| AUTRES PASSIFS  | 16   | 18 814           | 19 488         |
| <b>TOTAL PASSIF</b>   |      | <b>838 148</b>   | <b>759 379</b> |

**État des engagements hors Bilan consolidé**  
**Arrêté au 31 Décembre 2016**  
**(unité: en milliers de dinars)**

| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>    | <b>1034<br/>459</b> | <b>943537</b>     |
|---|---------------------|-------------------|
|   | <b>31/12/2016</b>   | <b>31/12/2015</b> |
| <b>PASSIFS ÉVENTUELS</b>                    |                     |                   |
| Cautions, avals et autres garanties données | 68 788              | 55 346            |
| Crédits documentaires                       | 31 877              | 32 768            |
| <b>TOTAL PASSIFS ÉVENTUELS</b>              | <b>100 665</b>      | <b>88 114</b>     |
| <b>ENGAGEMENTS DONNES</b>                   |                     |                   |
| Engagements de financement donnés           | 53 218              | 110 510           |
| Engagements sur titres                      | 15 600              | 24 000            |
| <b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>             | <b>68 818</b>       | <b>134 510</b>    |
| <b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>                    |                     |                   |
| Engagements de financement reçus            | -                   | 9 000             |
| Garanties reçues                            | 531 114             | 554 732           |
| <b>TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS</b>              | <b>531 114</b>      | <b>563 732</b>    |

**État de résultat consolidé**  
**Exercice Clos le 31 décembre 2016**  
**(Unité : en milliers de dinars)**

|  | Notes | Exercice<br>2016 | Exercice<br>2015 |
|--|-------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRES</b>                   |       | <b>75 010</b>    | <b>60 198</b>    |
| INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS                                    | 17    | 49 863           | 39 795           |
| COMMISSIONS (en produits)  | 18    | 13 589           | 11 650           |
| GAINS SUR PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL ET OPE. FINANCIÈRES     | 19    | 8 354            | 7 877            |
| REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT                         | 20    | 3 204            | 876              |
| <b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES</b>                    |       | <b>30 533</b>    | <b>28 462</b>    |
| INTÉRÊTS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILÉES                          | 21    | 30 041           | 27 748           |
| COMMISSIONS ENCOURUES  |       | 107              | 687              |
| PERTES SUR PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCE ET OPE. FINANCIÈRES      |       | 385              | 27               |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>                                      |       | <b>44 477</b>    | <b>31 736</b>    |
| DOT. PROV. & CORREC. VAL. SUR CRÉANCES, HORS BILAN ET PASSIF     |       | -8 645           | -1 082           |
| DOT. PROV & RES. DES CORRECTIONS DE VAL / PORTEFEUILLES D'INVEST |       | -1 271           | - 895            |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION                                   |       | 100              | 40               |
| FRAIS DE PERSONNEL   | 22    | -19 484          | -15 706          |
| CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION                                 | 23    | -7 487           | -7 718           |
| DOTATIONS AUX AMORT. ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS       | 24    | -2 043           | -1 673           |
| <b>TOTAL RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                             |       | <b>5 647</b>     | <b>4 702</b>     |
| SOLDE EN GAINS / PERTES PROVENANT D'AUTRES ÉLÉMENTS ORDINAIRES   |       | -                | -140             |
| IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES  |       | -778             | -204             |
| <b>RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>                         |       | <b>4 869</b>     | <b>4 358</b>     |
| <b>SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE</b>                             |       | -171             | -                |
| <b>Résultat net</b>  |       | <b>4 698</b>     | <b>4 358</b>     |
| PART DES MINORITAIRES  |       | 2 812            | 2 429            |
| <b>RÉSULTAT NET</b>  |       | <b>1 886</b>     | <b>1 929</b>     |

**État de flux de trésorerie consolidé**  
**Exercice clos le 31/12/2016**  
**(Unité en milliers de Dinars)**

| <b>ACTIVITÉ D'EXPLOITATION</b>   | <b>Notes</b> | <b>Exercice<br/>2016</b> | <b>Exercice<br/>2015</b> |
|--|--------------|--------------------------|--------------------------|
| Produits d'exploitation bancaires encaissés  |              | 70 876                   | 60 058                   |
| Charges d'exploitation bancaires décaissées  |              | -16 666                  | -30 149                  |
| Prêts et avances/remboursement prêts & avances accordés à la clientèle             |              | 9 236                    | -7 449                   |
| Dépôts/retrait de dépôts de la clientèle   |              | 16 488                   | 97 731                   |
| Sommes versées aux Personnel et C. Divers  |              | -27 175                  | -25 732                  |
| Autres flux d'exploitation   |              | -78 891                  | -117 881                 |
| Impôts sur les sociétés  |              | -328                     | -341                     |
| <b>Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation</b>               |              | <b>-26 460</b>           | <b>-23 763</b>           |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>  |              |                          |                          |
| Intérêts & dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement                  |              | 2 732                    | 1 180                    |
| Acquisitions/cessions sur portefeuille d'investissement                            |              | -7 682                   | -25 423                  |
| Acquisitions/cessions sur immobilisations  |              | -4 519                   | -2 679                   |
| <b>Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement</b>             |              | <b>-9 469</b>            | <b>-26 922</b>           |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>  |              |                          |                          |
| Émission D'emprunts sur le marché public   |              | 5 025                    | 3 374                    |
| Remboursement d'emprunts sur le marché monétaire                                   |              | -                        | -762                     |
| Placements   |              | -1 035                   | -                        |
| Augmentation/diminution ressources spéciales                                       |              | 23 194                   | -28 337                  |
| Dividendes versés / Encaissés  |              | -1 324                   | -450                     |
| <b>Flux de trésorerie net affecté/provenant des activités de financement</b>       |              | <b>25 860</b>            | <b>-26 175</b>           |
| Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période |              | -10 069                  | -76 860                  |
| Liquidités et équivalents en début de période                                      |              | 6 644                    | 83 504                   |
| <b>Liquidités et équivalents en fin de période</b>                                 | <b>25</b>    | <b>-3 425</b>            | <b>6 644</b>             |

***NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2016***

## **1. RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Les états financiers consolidés du Groupe BTE sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictées notamment par :

- la norme comptable générale n 01;
- les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- les normes comptables de consolidation (NCT 35 à 37) ;
- la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) ; et
- les règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04 et n° 2001-12 telle que modifiée par les textes subséquents.

## **2. DATE DE CLÔTURE**

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation arrêtés au 31 décembre 2016.

## **3. BASES DE MESURE**

Les états financiers du Groupe BTE sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

## **4. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION**

Le périmètre de consolidation du Groupe BTE comprend :

- La société mère : BTE
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles la BTE exerce un contrôle exclusif ; et
- Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles la BTE exerce une influence notable.

Les méthodes utilisées pour la consolidation des sociétés faisant partie du périmètre sont les suivantes :

- **L'intégration globale**

Cette méthode requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.

- **La mise en équivalence**

Selon cette méthode, la participation est initialement enregistrée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de la société consolidée.

Cette méthode est appliquée aux sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Conformément au paragraphe 28 de la norme NCT 35, les filiales qui ne sont pas des entreprises du secteur financier sont consolidées à compter de l'exercice 2005 par la méthode de l'intégration globale.

Le tableau suivant synthétise le périmètre et les méthodes de consolidation utilisées pour l'élaboration des états financiers consolidés du Groupe BTE :

| Sociétés                         | Secteur   | Pourcentage de contrôle | Qualification | Méthode de consolidation | Pourcentage d'intérêt |
|----------------------------------|-----------|-------------------------|---------------|--------------------------|-----------------------|
| Banque de Tunisie et des Émirats | Financier | 100%                    | Mère          | Intégration globale      | 100%                  |
| T.E.P (C.T.E.I)                  | Financier | 100%                    | Filiale       | Intégration globale      | 100%                  |
| Rapid Recouvrement               | Financier | 99,73%                  | Filiale       | Intégration globale      | 99,73%                |
| BTE – SICAR                      | Financier | 100%                    | Filiale       | Intégration globale      | 100%                  |
| Tuniso Émiratie Sicav (TES)      | Financier | 9.64%                   | Filiale       | Intégration globale      | 9.64%                 |

## 5. PRINCIPES COMPTABLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

### 5.1- Comptabilisation des prêts et revenus y afférents

Les engagements de financement sont inscrits en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloquages de fonds pour la valeur nominale.

Les commissions d'aval sont prises en compte en résultat dans la mesure où elles sont encourues sur la durée de l'engagement.

Les revenus des prêts à intérêts précomptés, contractés par le Groupe sont pris en compte, à l'échéance convenue, dans un compte de créance rattachée de régularisation et sont portés en résultat au prorata temporis à chaque arrêté comptable.

Les revenus des prêts à intérêts post comptés sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les établissements de crédit ne doivent pas incorporer dans leurs produits les intérêts impayés ou réservés ayant fait l'objet d'arrangement, de rééchelonnement ou de consolidation quelque soit la classification des

engagements auxquels ils sont rattachés. Seule la partie effectivement encaissée est incorporée au résultat de l'exercice, au sens de la circulaire BCT N° 91-24. Les intérêts courus ou échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les actifs incertains (classe 2), les actifs préoccupants (classe 3) ou parmi les actifs compromis (classe 4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits en actif soustractif sous le poste « agios réservés ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

## **5.2-Comptabilisation des opérations de leasing**

Les biens donnés en leasing sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition hors TVA. Ils sont assimilés à des prêts à la clientèle selon l'approche économique et non patrimoniale et sont de ce fait portés au niveau du poste « créances sur la clientèle».

Les loyers facturés sont répartis entre la fraction du capital et la fraction des intérêts.

La valeur résiduelle des biens donnés en leasing est enregistrée en hors bilan sous la rubrique des engagements donnés.

Les sociétés qui bénéficient d'un financement sous forme de leasing constatent l'actif acquis en immobilisations et procèdent à son amortissement sur sa durée de vie estimée. En contrepartie, elles constatent un passif. Les redevances sont ventilées en remboursement du principal et charges financières.

Les financements de leasing intragroupe sont retraités afin que les prêts et emprunts, les charges et produits réciproques enregistrés au niveau des états financiers individuels soient annulés. Ainsi, uniquement le bien acquis dans le cadre du financement leasing figurera au niveau du bilan consolidé du groupe et fera l'objet d'un amortissement sur la base du taux retenu au niveau du groupe.

## **5.3-Comptabilisation du portefeuille titres et revenus y afférents**

Le portefeuille titres détenu par le Groupe comporte :

- le portefeuille titres commercial ;
- et les titres de participation.

Les titres mis en équivalence sont en outre identifiés à l'actif du bilan consolidé sous une rubrique distincte.

### **• Portefeuille titres commercial**

Le portefeuille titre commercial détenu par le Groupe est classé en deux catégories :



- Les titres de transaction : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois.
- Les titres de placement : Les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

- **Les titres de participation**

Sont classés parmi les titres de participation :

- Les titres dont la possession durable est estimée stratégique à l'activité du Groupe ;
- Les titres représentant des participations-financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagement hors bilan pour leur valeur d'émission et transférées au bilan à la date de libération.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, frais et charges exclus. La cession des titres de participation est constatée à la date de transfert de propriété des titres.

Les dividendes sur les titres obtenus par le Groupe sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les plus-values sur les titres rétrocédés sont prises en compte en résultat du moment qu'elles sont courues et dans la mesure où une assurance raisonnable quant à leur encaissement existe.

- **Les titres mis en équivalence**

Les variations de la quote-part du Groupe dans la situation nette des sociétés mises en équivalence sont portées à l'actif au bilan consolidé sous la rubrique « Titres mis en équivalence » et parmi les capitaux propres consolidés sous la rubrique « résultat consolidé ». Ces variations constituent un élément du résultat d'exploitation du Groupe et figurent au niveau de l'état de résultat consolidé sous la rubrique : « Quote-part dans les résultats des titres mis en équivalence ».

Dans le cas où la quote-part du Groupe dans les résultats déficitaires de sociétés mises en équivalence est égale ou supérieure à la valeur comptable des titres, le Groupe cesse habituellement de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. Les titres mis en équivalence sont alors présentés pour une valeur nulle.

## **5.4-Comptabilisation des ressources et charges y afférentes**

Les engagements de financement reçus sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts et les commissions de couverture de change sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

## **5.5-Évaluation des risques et couverture des engagements**

### **5.5.1-Provision pour risque sur prêts**

La provision pour risque sur prêts est déterminée conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT N° 91-24 qui prévoit les classes de risques suivantes :

- Classe 0 : Actifs courants ;
- Classe 1 : Actifs nécessitant un suivi particulier ;
- Classe 2 : Actifs incertains ;
- Classe 3 : Actifs préoccupants ;
- Classe 4 : Actifs compromis.

Le taux de provisionnement retenu correspond au taux minimal par classe de risque appliqué au risque couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués sont les suivants :

- Actifs incertains (classe 2) : 20 %
- Actifs préoccupants (classe 3) : 50 %
- Actifs compromis (classe 4) : 100 %

En date du 22 juillet 2015, la BCT a publié la circulaire N°2015-12 prévoyant des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises du secteur touristique qui se résument comme suit :

- ✓ Les établissements de crédit peuvent maintenir la classe de risque au 31 décembre 2014 pour les entreprises qui ont bénéficié des mesures exceptionnelles et geler l'ancienneté au sens de l'article 10 quater de la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 pour les entreprises touristiques qui ont bénéficié des mesures de l'article 1 et l'article 2 de la circulaire BCT n°2016-12.

- ✓ Les établissements de crédit peuvent rééchelonner les échéances des années 2015 et 2016 des crédits accordées aux entreprises touristiques. Le remboursement de ces échéances pourrait commencer à partir de l'année 2017.
- ✓   Le bénéfice de ces mesures est subordonné à la présentation, par la société en question, d'une demande en l'objet accompagnée des justificatifs de la baisse du chiffre d'affaires d'au moins 30% par rapport à la même période de l'année précédente.

En 2015, 16 entreprises opérant dans le secteur touristique ont fait une demande auprès de la société mère « B.T.E » afin de bénéficier des avantages de la circulaire n°2015-12.

Néanmoins, la Banque a procédé à la classification des dites relations conformément aux dispositions de la circulaire 91-24.

### **5.5.2-Provision sur participations**

L'évaluation des titres de participation à la date d'arrêté est faite par référence à la valeur d'usage et donne lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Pour les titres non cotés, l'évaluation est faite par référence à la valeur mathématique corrigée (en tenant compte de la valeur actualisée du patrimoine de la société émettrice) à la date la plus récente. Les dépréciations éventuelles dégagées et revêtant un caractère durable sont couvertes par des provisions.

Ces mêmes règles d'évaluation sont appliquées aux titres cédés par la BTE à la T.E.P.

### **5.6-Opérations en devises**

Les opérations effectuées en devises sont enregistrées en comptabilité de façon distincte par la tenue d'une comptabilité autonome dans chacune des devises utilisées. Cette comptabilité tenue selon le système dit en partie double permet la détermination périodique de la position de change.

Les charges et produits libellés en devises influent sur la position de change. Ils sont comptabilisés dans la comptabilité ouverte au titre de chaque devise concernée dès que les conditions de leur prise en compte sont réunies, puis convertis dans la comptabilité en dinars tunisiens.

### **5.7-Immobilisations et autres actifs non courants**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

|   |        |
|---|--------|
| - Immeuble d'exploitation                   | : 2,5% |
| - Mobilier de bureaux                       | : 20 % |
| - Matériel de bureaux                       | : 10 % |
| - Matériel de transport                     | : 20 % |
| - Agencements aménagements et installations | : 10 % |
| - Matériel informatique                     | : 15 % |
| - Logiciel                                  | : 33 % |

Les charges reportées sont inscrites parmi les autres actifs dans la mesure où elles ont un impact bénéfique sur les exercices ultérieurs. Elles sont résorbées sur une durée de 3 ans.

## **6. MÉTHODES SPÉCIFIQUES À LA CONSOLIDATION**

### **6.1- Traitement des écarts de première consolidation**

Les écarts de première consolidation correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée à la date de l'acquisition. Cet écart est ventilé entre l'écart d'évaluation et le Goodwill comme suit :

- **L'écart d'évaluation**

L'écart d'évaluation correspond à la différence entre la juste valeur des éléments d'actif et de passif identifiables des sociétés consolidées et leurs valeurs comptables nettes à la date de chaque acquisition.

- **Le Goodwill**

Le Goodwill correspond à la différence entre l'écart de première consolidation et les écarts d'évaluation identifiés. Le Goodwill est inscrit à l'actif du bilan consolidé. Il est amorti sur sa durée d'utilité estimée. Cette durée ne peut en aucun cas excéder 20 ans.

### **6.2- Soldes et opérations réciproques**

Les soldes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des filiales faisant l'objet d'une intégration globale.

### **6.3- Traitement de l'impôt**

Les états financiers consolidés sont établis selon la méthode de l'impôt différé. Selon cette méthode on prend en compte les impacts fiscaux futurs, certains ou probables, actifs ou passifs, des événements et transactions passées ou en cours. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

## **7. PRINCIPAUX RETRAITEMENTS EFFECTUÉS DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS**

### **7.1- Homogénéisation des méthodes comptables**

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignées sur celles retenues pour les comptes consolidés du Groupe. Il en a été ainsi :

- des méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles ;
- de la comptabilisation des biens reçus et donnés en leasing en adoptant la seule approche économique ;
- de la non prise en compte des réserves spéciales de réévaluation.

### **7.2- Élimination des soldes et transactions intra-groupe**

Les opérations et transactions internes sont éliminées pour neutraliser leurs effets. Ces éliminations opérées ont principalement porté sur :

- des comptes courants entre sociétés du groupe,
- des commissions entre sociétés du groupe,
- des provisions constituées sur les titres des sociétés du groupe,
- des dividendes servis par les sociétés consolidées au profit de la BTE,
- des cessions de créances par la BTE à la société Rapid Recouvrement,
- des cessions de titres par la BTE à la T E P,
- les dotations en fonds gérés opérés par la BTE et Rapid Recouvrement avec la BTE-SICAR.

## 8. NOTES EXPLICATIVES

(Les chiffres sont exprimés en milliers de dinars)

### NOTE 1: CAISSE ET AVOIRS AUPRÈS DE LA BCT, CCP ET TGT

Ce poste présente au 31/12/2016 un solde de 22 006 KDT contre 17 263 KDT au 31/12/2015 et se détaille ainsi :

| Libellé                              | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Caisse agences dinars                | 5 032         | 3 999         |
| Banque Centrale de Tunisie en dinars | 16 974        | 13 264        |
| <b>Total</b>                         | <b>22 006</b> | <b>17 263</b> |

### NOTE 2: CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Ce poste présente au 31/12/2016 un solde de 108 111KDT contre 103 494KDT au 31/12/2015 et se détaille ainsi :

| Libellé                                    | 31/12/2016     | 31/12/2015     |
|--|----------------|----------------|
| Créances sur les établissements bancaires  | 72 631         | 71 839         |
| Créances sur les établissements financiers | 35 480         | 31 655         |
| <b>Total</b>                               | <b>108 111</b> | <b>103 494</b> |

### NOTE 3: CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Au 31/12/2016, les créances sur la clientèle présentent un solde net des provisions de 708 028KDT contre 662 095KDT au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

| Libellé                          | 31/12/2016     | 31/12/2015     |
|----------------------------------|----------------|----------------|
| Comptes débiteurs                | 37 916         | 38 323         |
| Autres concours à la clientèle   | 663 593        | 615 708        |
| Crédits sur ressources spéciales | 6 519          | 8 064          |
| <b>Total</b>                     | <b>708 028</b> | <b>662 095</b> |

#### **NOTE 4: PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL**

Le portefeuille titres commercial présente un solde de 135 962 KDT fin 2016 et se détaille ainsi :

| <b>Libellé</b>      | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|---------------------|-------------------|-------------------|
| Titres de placement | 135 962           | 99 658            |
| <b>Total</b>        | <b>135 962</b>    | <b>99 658</b>     |

#### **NOTE 5: PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT**

Le portefeuille des titres d'investissement présente un solde net de 27 224 KDT au 31/12/2016 et se détaille ainsi :

| <b>Libellé</b>          | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-------------------------|-------------------|-------------------|
| Titres de participation | 27 224            | 29 453            |
| <b>TOTAL</b>            | <b>27 224</b>     | <b>29 453</b>     |

#### **NOTE 6: VALEURS IMMOBILISÉES**

Les valeurs immobilisées présentent au 31/12/2016 un solde net de 17 707 KDT et se détaillent comme suit :

| <b>Libellé</b>                | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | 448               | 443               |
| Immobilisations corporelles   | 17 259            | 14 738            |
| <b>Total</b>                  | <b>17 707</b>     | <b>15 181</b>     |

#### **NOTE 7: AUTRES ACTIFS**

Ce poste présente au 31/12/2016 un solde de 15 421 KDT contre 16 394 KDT au 31/12/2015 et se détaille ainsi :

| <b>Libellé</b>                      | <b>31/12/2016</b> | <b>31/12/2015</b> |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Compte attente et de régularisation | 5 285             | 3 757             |
| Autres                              | 10 136            | 12 637            |
| <b>Total</b>                        | <b>15 421</b>     | <b>16 394</b>     |

## NOTE 8: CAPITAL

Au 31/12/2016, le capital du groupe BTE présente un solde de 90 000 KDT :

| Libellé      | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--------------|---------------|---------------|
| Capital      | 90 000        | 90 000        |
| <b>Total</b> | <b>90 000</b> | <b>90 000</b> |

## NOTE 9: RÉSERVES

Les réserves du groupe BTE se détaillent comme suit :

| Libellé              | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|----------------------|---------------|---------------|
| Réserves consolidées | 58 838        | 56 956        |
| <b>Total</b>         | <b>58 838</b> | <b>56 956</b> |

## NOTE 10: RÉSULTATS REPORTES

Les résultats reportés du groupe BTE se détaillent comme suit :

| Libellé      | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--------------|---------------|---------------|
| BTE          | -8 293        | -9 956        |
| <b>Total</b> | <b>-8 293</b> | <b>-9 956</b> |

## NOTE 11: RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat du groupe BTE se détaillent comme suit :

| Libellé               | 31/12/2016   | 31/12/2015   |
|-----------------------|--------------|--------------|
| Intérêts majoritaires | 1 886        | 1 929        |
| Intérêts minoritaires | 2 812        | 2 429        |
| <b>Total</b>          | <b>4 698</b> | <b>4 358</b> |

## NOTE 12: CAPITAUX PROPRES-INTÉRÊTS DES MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires se présentent comme suit :

| Libellé                | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|------------------------|---------------|---------------|
| Réserves minoritaires  | 51 908        | 43 640        |
| Résultats minoritaires | 2 812         | 2 429         |
| <b>Total</b>           | <b>54 720</b> | <b>46 069</b> |



## NOTE 13 : DÉPÔTS ET AVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers du groupe BTE en 2015 et 2016 se présentent comme suit :

| Libellé                                       | 31/12/2016     | 31/12/2015    |
|---|----------------|---------------|
| Dépôts et avoirs des établissements bancaires | 117 067        | 83 142        |
| <b>Total</b>                                  | <b>117 067</b> | <b>83 142</b> |

## NOTE 14: DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE

Les dépôts et avoirs de la clientèle du groupe en 2015 et 2016 se présentent comme suit :

| Libellé                 | 31/12/2016     | 31/12/2015     |
|-------------------------|----------------|----------------|
| Dépôts à vue            | 403 633        | 408 157        |
| Autres dépôts et avoirs | 176 077        | 146 079        |
| <b>Total</b>            | <b>579 710</b> | <b>554 236</b> |

## NOTE 15 : EMPRUNTS ET RESSOURCES SPÉCIALES

Les emprunts et ressources spéciales du groupe BTE entre 2015 et 2016 se présentent comme suit :

| Libellé                       | 31/12/2016     | 31/12/2015     |
|-------------------------------|----------------|----------------|
| Emprunts ressources spéciales | 6 364          | 14 704         |
| Autres emprunts               | 116 193        | 87 809         |
| <b>Total</b>                  | <b>122 557</b> | <b>102 513</b> |

## NOTE 16 : AUTRES PASSIFS

| Libellé                              | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Provisions pour passifs et charges   | 1 316         | 4 954         |
| Comptes attente et de régularisation | 10 483        | 9 380         |
| Autres                               | 7 015         | 5 154         |
| <b>Total</b>                         | <b>18 814</b> | <b>19 488</b> |

## NOTE 17: INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS

Les intérêts et revenus assimilés du groupe se présentent comme suit :

| Libellé                                      | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--|---------------|---------------|
| Opérations avec les établissements bancaires | 570           | 805           |
| Opérations avec la clientèle                 | 49 062        | 38 805        |
| Autres revenus                               | 231           | 185           |
| <b>Total</b>                                 | <b>49 863</b> | <b>39 795</b> |

## NOTE 18: COMMISSIONS (EN PRODUITS)

Les commissions constatées en produit du groupe se présentent comme suit :

| Libellé                              | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Commissions sur opérations bancaires | 13 589        | 11 650        |
| <b>Total</b>                         | <b>13 589</b> | <b>11 650</b> |

## NOTE 19: GAINS SUR PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL ET D'INVESTISSEMENT

| Libellé                              | 31/12/2016   | 31/12/2015   |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| Gains nets sur titres de transaction | 7 106        | 3 367        |
| Gains nets sur titres de placements  | 9            | 131          |
| Gains nets sur opérations de change  | 1 239        | 4 379        |
| <b>Total</b>                         | <b>8 354</b> | <b>7 877</b> |

## NOTE 20: REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

Les revenus du portefeuille d'investissement en 2015 et 2016 se présentent ainsi :

| Libellé   | 31/12/2016   | 31/12/2015 |
|---|--------------|------------|
| Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement   | 1 887        | 167        |
| Dividendes et revenus assimilés sur titres de participation | 535          | 522        |
| Dividendes et revenus assimilés sur entreprises liées       | 782          | 187        |
| <b>Total</b>  | <b>3 204</b> | <b>876</b> |

## NOTE 21: INTÉRÊTS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILÉS

Les intérêts encourus et charges assimilés du groupe BTE se présentent comme suit :

| Libellé                                      | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|--|---------------|---------------|
| Opérations avec les établissements bancaires | 4 016         | 2 145         |
| Opérations avec la clientèle                 | 18 796        | 17 729        |
| Emprunts et ressources spéciales             | 4 948         | 5 895         |
| Autres intérêts et charges                   | 2 281         | 1 979         |
| <b>Total</b>                                 | <b>30 041</b> | <b>27 748</b> |

## NOTE 22 : FRAIS DE PERSONNEL

Les charges du personnel du groupe BTE en 2015 et 2016 se présentent ainsi :

| Libellé                     | 31/12/2016    | 31/12/2015    |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| Salaires et traitements     | 17 035        | 12 071        |
| Charges sociales            | 3 369         | 2 662         |
| Autres charges du personnel | -920          | 973           |
| <b>Total</b>                | <b>19 484</b> | <b>15 706</b> |

## NOTE 23 : CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation du groupe BTE en 2015 et 2016 se présentent ainsi :

| Libellé                                 | 31/12/2016   | 31/12/2015   |
|---|--------------|--------------|
| Frais d'exploitation non bancaires      | 2 686        | 3 466        |
| Autres charges générales d'exploitation | 4 801        | 4 252        |
| <b>Total</b>                            | <b>7 487</b> | <b>7 718</b> |

## NOTE 24: DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations du groupe BTE en 2015 et 2016 se présentent ainsi :

| Libellé                      | 31/12/2016   | 31/12/2015   |
|------------------------------|--------------|--------------|
| Dotations aux amortissements | 2 043        | 1 653        |
| Dotations aux provisions     | -            | 20           |
| <b>Total</b>                 | <b>2 043</b> | <b>1 673</b> |

## NOTE 25 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31 décembre 2016 un solde de -3 425 mille dinars contre 6 644 mille dinars au 31 décembre 2015 :

| Libelles                             | 31/12/2016    | 31/12/2015   |
|--------------------------------------|---------------|--------------|
| Caisse agences dinars                | 5 032         | 3 999        |
| Banque Centrale de Tunisie en dinars | 16 974        | 13 264       |
| Prêts aux banques                    | 72 631        | 72 523       |
| Autres emprunts (*)                  | -98 062       | -83 142      |
| <b>Total</b>                         | <b>-3 425</b> | <b>6 644</b> |

(\*) Ce chiffre ne tient pas compte des crédits relais pour un montant de 19 000 KDT

### Note complémentaire

#### 2.1: Pays de résidence des sociétés du groupe

| Sociétés                         | Secteur   | Pays d'enregistrement | Pourcentage de contrôle | Qualification | Méthode de consolidation | Pourcentage d'intérêt |
|----------------------------------|-----------|-----------------------|-------------------------|---------------|--------------------------|-----------------------|
| Banque de Tunisie et des Émirats | Financier | Tunisie               | 100%                    | Mère          | Intégration globale      | 100%                  |
| T.E.P (C.T.E.I)                  | Financier | Tunisie               | 100%                    | Filiale       | Intégration globale      | 100%                  |
| Rapid Recouvrement               | Financier | Tunisie               | 99,73%                  | Filiale       | Intégration globale      | 99,73%                |
| BTE – SICAR                      | Financier | Tunisie               | 100%                    | Filiale       | Intégration globale      | 100%                  |
| Tuniso Émiratie Sicav (TES)      | Financier | Tunisie               | 9,64%                   | Filiale       | Intégration globale      | 9,64%                 |

#### 2.2 : Nature de la relation entre la société mère BTE et la SICAV TES

La Tuniso-émiratie sicav est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 29 janvier 2007 à l'initiative de la « banque de Tunisie et des émirats » la « banque de Tunisie et des émirats » assure les fonctions de distributeur et de dépositaire de fonds et de titres.

Le conseil d'administration de la SICAV est majoritairement constitué par les représentants du groupe BTE , la gestion de la SICAV est donc assurée sous le contrôle exclusif du groupe.

### 2.3: Forme juridique et objet des filiales :

|       | Forme Juridique | Objet social   |
|-------|-----------------|--|
| BTE   | SA              | Banque   |
| RR    | SA              | Recouvrement des créances bancaires  |
| SICAR | SA              | Participation ou investissement dans les fonds propres des entreprises   |
| TES   | SA              | la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe |

### 2. Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titre commercial détenu par le Groupe est classé en deux catégories :

- Les titres de transaction : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois.
- Les titres de placement : Les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

### 3. Résultat par action du groupe

| Libelles   | 31/12/2016   | 31/12/2015   |
|--|--------------|--------------|
| Résultat net (en KDT)                                    | 1 886        | 1 929        |
| Parts attribuables aux ADP (en KDT)                      | -            | -            |
| Résultat net attribuable aux actions ordinaires (enK DT) | 1 886        | 1 929        |
| Nombre moyen d'actions ordinaires (incluant les ADP)     | 3 500 000    | 3 500 000    |
| <b>Résultat par action (en DT)</b>                       | <b>0,539</b> | <b>0,551</b> |

### 4. Mouvements capitaux propres :

|  | Capital social | Actions propres | Réserves Consolidées | Résultats reportés | Résultat net de l'exercice | TOTAL        |                |
|--|----------------|-----------------|----------------------|--------------------|----------------------------|--------------|----------------|
| Soldes au 31/12/2015                       | 90 000         | -               | 840                  | 56 956             | - 9 956                    | 1 929        | 138 089        |
| Variation des réserves consolidées         | -              | -               | 1 882                | -                  | -                          | -            | 1 882          |
| Autres variations réserves                 | -              | -               | -                    | 266                | -                          | -            | 266            |
| affectation du Résultats de l'exercice n-1 | -              | -               | -                    | 1 929              | -                          | 1 929        | -              |
| Part du groupe dans le résultat            | -              | -               | -                    | -                  | 1 886                      | 1 886        | 1 886          |
| <b>Soldes au 31/12/2016</b>                | <b>90 000</b>  | <b>-</b>        | <b>840</b>           | <b>58 838</b>      | <b>- 8 293</b>             | <b>1 886</b> | <b>141 591</b> |

**RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**  
**ORDINAIRE DU 24 MAI 2017**

**Résolution 1**

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir pris connaissance :

Des rapports du conseil d'administration relatifs aux états financiers de la BTE et des états financiers consolidés du groupe BTE arrêtés au 31 décembre 2016 ;  
Des rapports du commissaire aux comptes concernant les états financiers de BTE et les états financiers consolidés du groupe BTE arrêtés au 31 décembre 2016  
approuve sans réserve les rapports du conseil d'administration ainsi que les états financiers de la BTE et les états financiers consolidés du groupe BTE arrêtés au 31 décembre 2016.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

**Résolution 2**

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes concernant les conventions régies par l'article 62 de la loi N°48-2016 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux institutions financières et des articles 200 et suivants, ainsi que de l'article 475 du code des sociétés commerciales approuve les dites conventions.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Résolution 3**

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir pris connaissance des résultats de l'exercice 2016, donne quitus entier et sans réserve à tous les administrateurs pour leur gestion de l'exercice 2016.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Résolution 4**

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le resultat de l'exercice 2016 comme suit :

#### **En Dinars**

- |                                     |                 |
|-------------------------------------|-----------------|
| • Report à nouveau 2015 :           | - 9.128.273,937 |
| • Resultat net de l'exercice 2016 : | 937.544,718     |
| • Resulta à reporter :              | - 8.190.729,219 |

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Résolution 5 :**

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe les jetons de présence à un montant de 1000 dinars au profit de chaque administrateur lors du conseil d'administration.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Résolution 6**

L'Assemblée Générale Ordinaire décide la nomination de Mr Mohamed Moubarek HEJRI en tant qu'Administrateur Représentant l'ADIA en date de 9 Octobre 2013 et de Mr Mohamed Tahar BELLASSOUED en tant qu'Administrateur, représentant l'Etat Tunisien en remplacement de Mr Chokri RAJEB en date de 12 Janvier 2017 durant la période restante de son mandat.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide aussi la nomination de Monsieur Abderrahmen AL KHOCHTELI en tant qu'Administrateur Représentant l'Etat Tunisien en remplacement de Mr Khaled BEN MILED en date du 10 Mai 2017 pour la période restante de son mandat et ce conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi 48 -2016 du 11 Juillet 2016.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.

### **Résolution 7**

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous les pouvoirs au représentant de la Banque ou la personne qui sera mandatée pour accomplir les procédures de dépôt légal et de publication.

La présente résolution est adoptée à l'unanimité.